

# ACTUALISER LE COMMUNISME

**Alain BIHR**

## INTRODUCTION

Le communisme semble aujourd'hui faire partie des causes perdues. Non seulement il paraît être définitivement discrédité par les crimes du stalinisme, avec lequel on continue à le confondre, de manière évidemment intéressée. Mais encore et surtout, le capitalisme s'affirme aujourd'hui plus que jamais comme l'horizon apparemment indépassable de notre temps, si ce n'est même de tous les temps, en incluant progressivement dans le rets de ses rapports de production désormais mondialisés les différentes formations naguère soi-disant socialistes. D'autant plus que, pourtant ébranlé depuis un quart de siècle par une crise structurelle de dimension elle aussi mondiale, le capitalisme semble une fois de plus avoir su surmonter ses contradictions internes, non sans avoir au passage infligé de nouveaux et profonds revers à un mouvement ouvrier partout sur la défensive.

Dans ces conditions, défendre la perspective communiste et argumenter en faveur de son actualité vous vaut au mieux le scepticisme poli de la part de vos interlocuteurs, la plupart du temps leur stupeur et leur incompréhension, quand ce n'est pas leur ironie narquoise ou même leur hostilité ouverte. Peu s'y sont essayés au cours des dernières années. Pire même : quelques uns parmi ceux dont on aurait espéré et souhaité qu'ils se lancent dans l'aventure se sont précipités au poste d'abandon du navire faisant naufrage. "Communisme" est devenu pire qu'un non-sens : un repoussoir.

C'est donc résolument à contre-courant que je défendrai ici l'actualité du communisme. Non pas par goût du paradoxe ou de la provocation, mais par conviction. Une conviction qui n'a rien de la foi aveugle du charbonnier, mais qui va chercher à s'étayer d'arguments et d'analyses ; sans masquer les problèmes que soulève, aujourd'hui comme hier, cette perspective, mais au contraire en les affrontant sans pour autant les considérer comme insurmontables.

Puisque le mot même de communisme est aujourd'hui compromis et rendu impraticable, il convient de commencer par en restituer le sens, en revenant à cette fin à Marx. Dans un deuxième temps, je soulignerai ce qui, à mon sens, rend aujourd'hui le communisme nécessaire ; avant de m'interroger, dans un troisième temps, sur ses conditions actuelles de possibilité. Et je terminerai par quelques propositions destinées à orienter aujourd'hui le combat communiste.

## I. LE COMMUNISME CHEZ MARX

Marx se méfiait de l'utopie et des utopistes. Il a eu des mots très durs contre tous les "faiseurs de projets", "réformateurs sociaux" ou "prophètes de l'avenir de l'humanité".

"Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux."

Et, pourtant, sa pensée comprend une dimension fondamentalement utopique et ne peut se comprendre que par elle. D'où le double statut de la notion de communisme chez Marx

### A) Le communisme comme trajet objectif

Marx s'est toujours efforcé de penser et de déterminer le communisme comme un trajet objectif : comme un mouvement, une tendance, une possibilité dont le capitalisme crée, contradictoirement, les conditions tant objectives que subjectives.

"Pour nous, le communisme n'est pas ni un état de choses qu'il convient d'établir, ni un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent présentement."

### 1. Les conditions objectives

A ce titre, on peut comptabiliser à la fois la croissance des forces productives et la socialisation du procès de production (plus largement de la praxis sociale) que réalise le capitalisme et qui le caractérisent comme mode de production.

a) La croissance des forces productives signifie tout à la fois leur accumulation quantitative et leur développement qualitatif : l'accumulation de forces de travail et moyens de production, mais aussi la plus grande efficacité aussi bien des premières (du fait de leurs mode de combinaison) que des seconds (du fait de l'application systématique de la science au sein de la production industrielle).

Ce qui se traduit à la fois par l'augmentation de la production et l'augmentation de la productivité. Donc domination à la fois extensive et intensive de la nature, créant les conditions et de l'abondance matérielle (fin de la rareté) et de la diminution régulière du travail nécessaire (lato sensu : du travail que la société doit consacrer à la reproduction simple de sa propre base productive).

Cependant, Marx montre que cet accroissement des forces productives entre nécessairement en contradiction avec la forme capitaliste sous laquelle elle se poursuit, provoquant d'inévitables crises de surproduction (de capital productif et de capital-marchandise). Crises qui ne peuvent se solder (dans un cadre capitaliste) que par la destruction d'une partie des forces productives existantes, ce qui limite d'autant leur accroissement et leur accumulation.

b) L'autre condition objective du communisme selon Marx, d'ailleurs étroitement liée à la précédente, est la socialisation de la production et, à travers elle, plus largement de la société, de la praxis sociale dans son ensemble.

- Sous le capitalisme, la socialisation de la production revêt un double aspect.

C'est, d'une part, la socialisation des différents procès de travail dont se compose le procès social de production dans son ensemble. Socialisation qui se marque par le fait que ces procès de travail sont le fait de travailleurs collectifs regroupant fréquemment des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers de travailleurs ; mettant en oeuvre des moyens sociaux de production, autrement dit des moyens de production qui requièrent précisément un travail socialisé, impliquant la coopération d'une multitude de forces de travail diversement qualifiées ; moyens qui matérialisent des siècles voire de millénaires de travail matériel et immatériel, impliquant donc la combinaison de travail vivant socialisé avec un travail mort lui-même socialisé.

C'est, d'autre part, la socialisation du procès social de production dans son ensemble, sous la forme de l'interconnexion de multiples procès de travail eux-mêmes socialisés, sur une base sans cesse élargie. A l'intérieur du capitalisme, cette socialisation prend nécessairement la forme d'une extension grandissante des relations marchandes : de l'entrée dans l'échange marchand de tous les produits du travail humain, matériel ou immatériel ; de la constitution de marché régulateur de la production (par l'intermédiaire de la loi de la valeur) ; et de l'élargissement continu de ces marchés, jusqu'à la constitution de marchés mondiaux pour les types de marchandises.

- Mais la socialisation ne se réduit pas au seul procès social de production. De la sphère économique, elle s'étend à l'ensemble des autres pratiques et rapports sociaux, aboutissant ainsi à une socialisation de la société dans son ensemble : chaque groupe, chaque pratique, chaque rapport social tend à être médiatisé par tous les autres.

Ce concept rend compte de multiples phénomènes contemporains : l'extension et l'intensification de la communication sociale sous toutes ses formes ; l'enchevêtrement croissant des rapports sociaux et des pratiques sociales ; le décloisonnement des groupes sociaux, de leur espace et de leur temps, de leurs pratiques et de leurs représentations, impliquant la confrontation de leur mode de vie, depuis les rapports entre individus et groupes locaux jusqu'aux rapports entre nations, peuples et civilisations sur le plan mondial. Tous mouvements que la phase actuelle du développement capitaliste a rendus parfaitement manifestes.

En impulsant un pareil processus, le capitalisme accomplit une oeuvre non moins révolutionnaire qu'en assurant le développement quantitatif et qualitatif des forces productives. Il arrache les rapports, pratiques, institutions, représentations précapitalistes à leur isolement et à leur particularité originels, en les dépouillant de leur étroitesse et de leur rigidité. Et en ce sens aussi, le capitalisme fait mûrir les conditions objectives d'une société communiste.

- Cependant, comme le développement des forces productives lui-même, la socialisation de la production et de la société qui s'opère sous l'impulsion du développement du mode capitaliste de production est elle aussi entachée de limites et de contradictions. Marx en signale au moins deux.

La première est liée à la persistance de la propriété privée des moyens de production qui fragmente le procès social de production en une myriade de procès de travail privés qui ne peuvent se socialiser que par l'intermédiaire de l'échange marchand de leurs produits. Ce qui, d'une part, fait obstacle à toute organisation et régulation a priori de la production sociale (planification) qui ne peut se réguler que sous la forme des "lois du marché" et de leur soutien étatique. Ce qui, d'autre part, donne naissance à toutes les illusions fétichistes sur la marchandise, l'argent, le capital, etc., voile fétichiste qui empêche en quelque sorte la société de reconnaître de la richesse matérielle le résultat de sa propre oeuvre productive et la rend aveugle et impuissante face à son propre mouvement économique.

La seconde contradiction est liée à la persistance inévitable de la fragmentation du marché mondial en Etats (nationaux ou non) rivaux, chacun représentant et défendant une fraction du capital mondial dans sa lutte concurrentielle contre les autres fractions. Ce qui fait obstacle à toute organisation de la production sur le plan mondial ; et donne naissance à toutes les illusions étatiques, nationalistes et racistes. On y reviendra plus loin.

## 2. Les conditions subjectives

Mais le capitalisme ne fait pas seulement mûrir les conditions objectives du communisme mais aussi ses conditions subjectives, sous la forme d'une classe qui a vocation à renverser le capitalisme, en actualisant toutes les potentialités révolutionnaires qu'il contient. Cette classe, c'est évidemment le prolétariat.

Si Marx voit dans le prolétariat la classe qui a vocation à réaliser le communisme, c'est à cause de ses spécificités en tant que classe sociale, spécificités qui lui viennent de la situation que lui fait le capitalisme qui lui donne naissance et qui le distinguent, en ce sens, de toutes les classes exploitées et dominées qui l'ont précédé dans l'histoire de l'humanité.

Car le prolétariat est d'abord un produit du capital, de ce rapport de production bien particulier qu'est le capital. Et comme Marx ne cesse d'y insister, la particularité essentielle du capital comme rapport de production, c'est qu'il repose sur l'expropriation des producteurs directs. Alors que tous les modes antérieurs de production impliquait l'union immédiate, libre ou forcée, des producteurs directs et des moyens de production qu'ils mettaient en oeuvre ; le capital, au contraire, suppose et institue la séparation de fait et de droit entre les producteurs et leurs moyens de production (et, par conséquence, aussi leurs moyens de consommation). Séparation que la reproduction simple et élargie du capital ne cesse elle aussi de reproduire, d'élargir, d'aggraver.

Il en résulte immédiatement deux spécificités décisives pour le prolétariat. La première est son universalité : le prolétariat a vocation à devenir l'immense majorité de l'humanité. D'une part, parce que, en se reproduisant, le capital étend son espace, jusqu'à inclure le monde entier dans son rapport d'exploitation et d'échange. D'autre part, parce que, au cours de ce mouvement d'expansion, il ne cesse de répéter son geste originel et fondamental d'expropriation des producteurs, expropriant non seulement la paysannerie mondiale, pré ou archéo-capitaliste, tendanciellement l'ensemble des producteurs indépendants et même une partie de la classe capitaliste elle-même. C'est en ce sens que Marx a pu dire que la révolution prolétarienne (communiste) sera une révolution effectuée par "l'immense majorité au profit de l'immense majorité".

A cette première spécificité s'en ajoute immédiatement une seconde. Il s'agit de la radicalité de sa situation de classe, telle qu'elle est précisément définie par l'expropriation. Car non seulement, au mieux, cette expropriation le prive, avec les moyens de production, de la maîtrise du procès social de production et des multiples procès de travail dont il est pourtant l'agent ; de même que d'une part sans cesse grandissante de son propre produit (sous forme de plus-value), retransformée en capital, lui opposant un monde de richesse capitalisée (transformée en capital, notamment fixe) sans cesse accru (thèse de la paupérisation relative). Mais encore, pour une part sans cesse croissante du prolétariat, l'accumulation du capital signifie l'exclusion temporaire voire définitive du procès de production, sa relégation dans la "surpopulation relative" composée des travailleurs "surnuméraires" dont le capital n'a plus besoin, condamnés au chômage chronique, avec son lot inévitable de pauvreté et de misère, matérielle, morale et intellectuelle, leur valant une paupérisation absolue. Si bien que la reproduction du capital ne cesse d'élargir le fossé entre une richesse grandissante d'un côté et une pauvreté non moins grandissante (extensivement et intensivement) de l'autre.

"C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même."

Marx souligne avec force la radicalité de cette situation, inouïe dans l'histoire, où la pauvreté et la misère naît de l'accumulation même des moyens de produire la richesse, donc des conditions qui devraient normalement permettre de supprimer pauvreté et misère. De la radicalité de cette situation faite au prolétariat ne peut, selon Marx, que résulter la radicalité de la révolte et de la lutte du prolétariat pour y mettre fin, en se réappropriant la richesse sociale et la puissance productive de la société, qui sont en définitive ses propres oeuvres aliénées sous la forme du capital.

C'est en ce sens et dans cette mesure que, selon Marx, le prolétariat a vocation à être révolutionnaire : à renverser le capitalisme, à détruire les rapports capitalistes de production, pour libérer les potentialités d'émancipation qu'ils contiennent et simultanément mutilent. Il est :

"(...) en un mot, une sphère qui est la perte totale de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même que par la reconquête totale de l'homme."

"(...) une classe fait son apparition qui doit supporter toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages ; une classe qui, jetée hors de la société, est reléguée de force dans l'opposition la plus résolue à toutes les autres classes ; une classe qui constitue la majorité de tous les membres de la société et d'où émane la conscience de la nécessité d'une révolution en profondeur, la conscience communiste, celle-ci pouvant, naturellement, se former aussi parmi les autres classes grâce à l'appréhension du rôle de cette classe (...)"

La révolution communiste est alors conçue comme la réappropriation, par les producteurs associés organisant et gérant la production sociale, des forces productives (au sens large) de l'humanité, de manière à les mettre au service de l'humanité toute entière.

## B) Le communisme comme projet subjectif

Cependant, en dépit des accents messianiques qui l'accompagnent quelquefois, l'affirmation de la vocation révolutionnaire du

prolétariat s'accompagne chez Marx de la claire conscience des obstacles qui se dressent sur la voie de cette vocation : poids de l'oppression qui peut annihiler jusqu'à la volonté de la révolte ; effets d'occultation et de légitimation des rapports de production par le fétichisme marchand, monétaire et capitaliste, encore renforcés par la puissance des appareils idéologiques dont disposent la classe dominante (appareil scolaire, médias) ; existence d'espaces de compromis possible susceptibles de dévoyer et de fourvoyer une partie plus ou moins importante du mouvement ouvrier ; en dernière instance, puissance de l'appareil répressif (justice, police, armée) dont dispose la classe dominante. Sans même évoquer les difficultés inhérentes à la réalisation d'une société communiste.

Si bien que ce que les analyses de Marx établissent, c'est la simple possibilité pour le prolétariat de s'affirmer, sur la base de sa situation au sein du capitalisme et des contradictions de ce dernier, comme classe révolutionnaire. Possibilité qui, par définition, implique donc aussi son contraire : la possibilité de ne pas s'affirmer comme tel, de manquer à sa vocation révolutionnaire. L'actualisation de la première requiert donc l'intervention d'une action réfléchie et volontaire, destinée précisément à lever les obstacles qui peuvent l'entraver.

Le communisme prend ainsi un nouveau sens : de mouvement objectif, dont les conditions mûrissent au sein du capitalisme et contre lui, il devient un projet subjectif, une volonté et représentation soutenues par la fraction la plus radicale et la plus éclairée du mouvement prolétarien.

## 1. Le communisme comme volonté politique

Cette action doit précisément être celle du parti communiste, tel que Marx et Engels le conçoivent et le définissent dès Le Manifeste :

"Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêt qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers (principes sectaires) sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traversent la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien."

Autrement dit, les communistes ne constituent pas (nécessairement) un parti distinct, et encore moins une secte conspiratrice qui entend modeler le mouvement ouvrier sur des principes particuliers ou se substituer à lui. Ils constituent simplement la fraction du mouvement général du prolétariat qui, d'une part, soutient et stimule l'ensemble du mouvement : ils jouent à son égard le rôle de la "mouche du coche", ils l'exhortent au combat ; la fraction qui, d'autre part, tente de faire la synthèse du mouvement, représente toujours les intérêts généraux du prolétariat et la fin dernière de son combat émancipateur, le communisme précisément, en s'efforçant de s'appuyer sur l'intelligence critique des conditions concrètes, toujours singulières et donc variables, dans lesquelles se déroule la lutte du prolétariat. En un mot, les communistes sont ceux qui, dans le mouvement général du prolétariat, dans sa lutte multiforme d'émancipation, tentent constamment de médier les moments partiels de ce mouvement par la volonté et la représentation de sa totalité, tant extensive (spatiale et temporelle) que compréhensive (les buts généraux et finaux).

## 2. Le communisme comme représentation (utopique)

Faire dépendre la réalisation du communisme de l'intervention volontaire et réfléchie d'un parti communiste, d'une fraction du mouvement qui se donne explicitement pour objectif une telle réalisation et lutte pour que l'ensemble du mouvement prolétarien aille dans ce sens, c'est faire dépendre la réalisation du communisme d'une certaine représentation que s'en fait, que véhicule et que défend ce parti. Par conséquent, c'est supposer que les communistes disposent d'une certaine représentation de ce que peut ou même doit être, à leur sens, la société communiste pour la réalisation de laquelle ils luttent.

On tombe là dans une sorte de cercle vicieux. D'une part, en effet, si elle doit voir le jour, la société communiste ne pourra qu'être la libre création des hommes et des femmes qui auront lutté pour son avènement ; il est donc impossible d'en prévoir strictement et définitivement les formes. En ce sens, le projet communiste doit se garder de sombrer dans l'utopie, en évitant de tenter une description détaillée de ce que serait ou devrait être la société communiste. Mais, d'autre part, dès lors précisément que l'on pense que le communisme ne résultera pas d'une quelconque nécessité historique, qu'il ne peut être qu'une construction humaine, il faut nécessairement proposer aux hommes qui entreprendront de le construire au moins les grandes lignes du projet.

Cela explique pourquoi Marx, en dépit de ses réticences à donner des recettes pour "faire bouillir les marmites de l'avenir", n'a pas lui-même pu s'empêcher de donner quelques indications sur ce que serait le communisme. En fait, on trouve chez lui une double

approche, une double définition, si l'on veut, du communisme.

a) La définition négative du communisme : le règne des fins. En premier lieu, une définition négative : une définition du communisme par tout ce qu'il n'est pas, plus exactement par tout ce à quoi il est censé mettre fin.

Dans cette perspective, le communisme se laisse définir par le "règne des fins", en détournant cette expression du sens que lui a originellement donné le philosophe allemand Emmanuel Kant. Il apparaît alors comme le mouvement mettant fin à toutes les aliénations : à toutes les formes aliénées de l'activité humaine qui ont marqué les sociétés humaines jusqu'à nos jours (et pas seulement le capitalisme), à toutes les activités dans et par lesquelles l'humanité, tout en se réalisant (en s'objectivant, en conquérant consistance et cohérence), s'est niée et reniée, transformant l'homme en un être humilié, écrasé, dominé par ses propres produits et oeuvres. Le communisme se définit alors comme renversement du "monde à l'envers", comme réappropriation par l'humanité de toutes ses puissances matérielles et spirituelles jusqu'alors aliénées de multiples manières. Et notamment par :

- La fin de l'économique : la fin de l'aliénation marchande, monétaire et capitaliste du procès social de production, soit à la fois la fin du capital et du travail salarié par la socialisation des moyens de production (dont l'usage est alors déterminé et contrôlé par l'ensemble de la société) ; la fin des rapports marchands et monétaires (donc de la marchandise et de la monnaie comme rapports sociaux réifiés) et par conséquent des "lois" aveugles qui les régissent grâce au contrôle collectif de la production sociale que permettent les procédures démocratiques de sa planification par les producteurs eux-mêmes ; par conséquent la substitution d'une "logique" du partage à la "logique" de l'échange ; la fin du fétichisme marchand et monétaire (du culte de la richesse abstraite) remplacé par le sens de la véritable richesse humaine, celle des rapports sociaux communautaires ; le dépassement de la division sociale du travail par l'autogestion du procès de travail ; et en définitive la fin du travail lui-même comme activité placée sous le double signe de la nécessité naturelle et de la contrainte sociale.

- La fin du politique : la fin de l'aliénation de la puissance sociale par le pouvoir politique (la fin de sa monopolisation par une partie de la société), et notamment la fin de l'Etat, l'auto-administration par la communauté sociale réunifiée de ses propres conditions matérielles et institutionnelles d'existence venant se substituer au gouvernement des hommes par les hommes ; la fin du droit et de la morale remplacés par une coutume réfléchie parce que faisant l'objet d'un débat permanent au sein de la communauté.

- Avec la suppression de sa base matérielle (l'appropriation privative des moyens de production et la division sociale du travail) et institutionnelle (la monopolisation de la puissance sociale), c'est la fin de la division de la société en classes, de la lutte des classes, par conséquent des classes elles-mêmes ; à commencer par la fin du prolétariat, dont l'affirmation révolutionnaire ne peut que coïncider avec son auto-négation non seulement comme classe opprimée mais comme classe sociale tout court.

"La condition de l'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition de l'affranchissement du tiers état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les états et de tous les ordres. La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile."

Mais c'est aussi la fin de la division de l'humanité en nationalités, ethnies, peuples, cultures, etc., opposés et rivaux. Le tout devant permettre l'institution de la communauté humaine universelle, la réalisation de la tendance à la communauté humaine, véritable sens du communisme qui s'est manifesté à différentes reprises au cours de l'histoire sous la forme de la recherche d'un monde où n'existerait ni propriété, ni frontière, ni loi, ni Etat, ni pouvoir en général pour séparer les hommes entre eux.

- La fin des idéologies : de la fausse conscience que les hommes prennent de leurs rapports à la nature et de leurs rapports entre eux, de l'opacité et de l'obscurité dans lesquelles les différents fétichismes ont jusqu'à présent plongé l'activité sociale des hommes, transparence rendue possible par la maîtrise acquise par les hommes sur leurs conditions matérielles et sociales d'existence. D'où : la fin de la religion, de la philosophie, de l'art même, mais aussi de la science, en tant que formes aliénées, partielles, séparés et abstraites de la conscience de soi de l'humanité, et la réalisation de leurs contenus (de leur charge d'utopie, de leur image-projet de l'accomplissement de l'humain) dans l'activité sociale pratique et quotidienne des hommes.

- Enfin la fin de l'historicité aveugle : basée sur des déterminismes mal maîtrisés, sur des volontés particulières et rivales (la lutte de l'homme contre l'homme), sur le hasard, soit la fin de la "préhistoire" de l'homme, de son "histoire naturelle". Et l'avènement d'une histoire réellement humaine, d'une humanité maîtresse de son devenir véritable, c'est-à-dire de son devenir humain.

Et à côté de ces fins majeures, primordiales, Marx laisse entrevoir que le communisme en implique d'autres encore, secondaires, dérivées : celle de la division et de l'opposition entre villes et campagnes, celle de la famille, celle de l'individualité privée, etc.

b) La définition positive du communisme : la double version éthique et esthétique de l'homme total. La précédente définition négative du communisme laisse deviner une définition positive, puisque chacune des précédentes fins comprend sa contrepartie affirmative et constructive. Cette définition positive se déploie autour d'une image (plutôt que d'un concept), d'origine romantique, dont la dimension utopique est évidente : celle de l'homme total.

L'homme total, c'est pour Marx l'humanité se réappropriant la totalité de son développement historique, en mettant fin aux séparations, scissions, conflits et contradictions qui l'ont caractérisée et marquée jusqu'à présent, se réconciliant par conséquent avec elle-même comme avec la nature.

"Le communisme, abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur (...) il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme (...)."

Plus précisément, dans quelques rares passages de son oeuvre, Marx a esquissé une double figure de l'homme total :

- Une figure éthique : l'homme total, c'est l'humanité se réconciliant avec elle-même, mettant fin à ses divisions et conflits (entre classes, peuples, nations, civilisations, etc.), instaurant le règne de l'égalité et de la fraternité universelles entre les hommes, de la pleine et entière reconnaissance réciproque des consciences, réalisant dans les rapports réels que les hommes entretiennent entre eux tous les idéaux, en partie illusoire et mensongers, proclamés jusqu'alors par le droit, la politique, la morale, la religion, etc.

- Une figure esthétique : l'homme total, c'est l'humanité se réconciliant avec la nature, avec une nature à la fois maîtrisée et domestiquée par le travail et la technique, mais aussi transformée de ce fait en objet de jouissance pour les hommes, en faisant du monde pratico-sensible (de l'environnement matériel des hommes, du local au planétaire) une oeuvre d'art, renouvelée en permanence, dépassant aussi du même coup l'unilatéralité de l'art, sa coupure d'avec la vie réelle, lui permettant de se réaliser en elle. C'est donc à la fois l'humanisation de la nature et la naturalisation de l'homme, le dépassement de l'opposition entre corps et esprit, pensée et spontanéité, jouissance et réflexion, etc.

Le communisme apporte donc, selon Marx, doublement la vérité du/ sur le devenir historique de l'humanité. D'une part négativement, en mettant fin aux apparences, illusions, mensonges impliqués dans et par les multiples aliénations antérieures. D'autre part et surtout positivement, en restituant à l'humanité le contenu (jusqu'alors) aliéné de ses propres oeuvres, et en révélant du même coup que la production de l'homme de l'homme par lui-même a toujours constitué une totalité d'aspects, de moments, de niveaux, de dimensions, jusqu'alors séparés, maintenant précisément saisis et articulés dans leur unité essentielle en même temps que manifeste.

Pareille réappropriation par l'humanité du contenu concret de son propre développement historique (matériel, moral, spirituel), la réalisation de cette totalité humaine, Marx ne la conçoit pas comme intervenant seulement au niveau collectif, au niveau de la société dans son ensemble, qui se confondrait alors par hypothèse avec l'humanité. Il conçoit qu'elle se réalise aussi sur le plan individuel, et c'est même ce qu'il attend de plus positif et de plus exaltant de la part du communisme. Ce dernier devrait, en ce sens, créer un "homme nouveau", en permettant aux individus et aux individualités de s'accomplir totalement, de réaliser entièrement leurs possibilités d'existence, précisément par la réappropriation totale de l'infini contenu du développement historique de l'humanité.

C'est à ce titre, par exemple, que Marx fait du communisme la condition du plein épanouissement de l'individu.

"A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous." Et réciproquement.

C'est à ce titre toujours qu'il attend du communisme qu'il abolisse toute division permanente des travaux et des fonctions, contraignant l'individu à se spécialiser sa vie durant dans la réalisation de tâches déterminées, l'enfermant par conséquent dans une sphère étroite d'occupations et de préoccupations, le coupant ainsi de la totalité humaine et de son mouvement. Dans une société communiste, au contraire, les individus pourront exercer de multiples activités, socialement utiles et nécessaires, sans être jamais contraints de se spécialiser exclusivement en l'une d'elles :

"En effet, du moment que le travail commence à être réparti, chacun entre dans un cercle d'activités déterminé et exclusif, qui lui est imposé et dont il ne peut pas s'évader ; il est chasseur, pêcheur, berger ou Erreur! Source du renvoi introuvable., et il doit le rester sous peine de perdre les moyens qui lui permettent de vivre. Dans la société communiste, c'est le contraire : personne n'est enfermé dans un cercle exclusif d'activités et chacun peut se former dans n'importe quelle branche de son choix ; c'est la société qui règle la production générale et qui me permet ainsi de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de m'occuper d'élevage le soir, de m'adonner à la critique après le repas, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique."

Et c'est précisément parce que le communisme doit offrir la possibilité de dépasser la division sociale du travail, mettre fin par conséquent à la division et l'opposition entre travail matériel et travail immatériel, entre fonctions de conception et fonctions d'exécution, qu'on peut aussi attendre de lui d'une part qu'il mette fin au pouvoir politique en tant que tel, d'autre part et tout aussi bien qu'il réalise le contenu de l'art et de la philosophie dans la vie quotidienne elle-même.

## C) Conclusion

Il est temps de conclure cette première partie. Malgré sa longueur, elle n'est pas exhaustive, puisqu'elle laisse notamment de côté toutes les élaborations de Marx sur la fameuse période de transition du capitalisme ou communisme. Elaborations au sein desquelles sont discutées toutes les questions relatives aux conditions de possibilité (objectives et subjectives) de réalisation du projet communiste.

Le rappel précédent des principaux aspects de ce projet, tel qu'il a été conçu par Marx, suffit cependant à faire justice de la dénomination de communisme revendiquée par différents régimes nés de processus révolutionnaires (et contre-révolutionnaires !) à la périphérie du capitalisme développé (en Russie, en Chine, au Vietnam, etc.), ainsi que par les forces politiques qui se sont reconnues en eux. Quel que soit le jugement porté sur la nature sociale de ces régimes et sur leur destin historique, il est certain qu'ils n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec des sociétés communistes ni même avec des sociétés en transition vers le communisme (comme le prouve au demeurant leur devenir le plus récent). Jugés à l'aune du projet communiste, ces régimes sont tout aussi condamnables que les régimes occidentaux. Autant dire qu'à ce jour, il n'y a eu par conséquent nulle société qui ait correspondu aux exigences de ce projet.

Mais précisément, n'est-ce pas reconnaître que ce projet est pure utopie, voire pur rêve ? Qu'il ne trouvera pas plus à se réaliser demain qu'il ne s'est réalisé hier ? En d'autres termes, le capitalisme n'est-il pas lui-même la fin de l'histoire, comme le vont répétant bon nombre d'anciens "communistes" revenus de leurs soi-disant illusions ?

Il conviendrait sans doute de déterminer les raisons pour lesquels le communisme ne s'est pas (encore) réalisé au cours du siècle écoulé, malgré la puissance des mouvements qui se sont mobilisés en sa faveur. Ce n'est pas la voie que je suivrai ici. Je m'interrogerai plutôt sur l'actualité du projet communiste, selon un double axe : en soulignant d'abord, dans une seconde partie, la nécessité actuelle du communisme ; en m'interrogeant ensuite, dans une troisième et dernières partie, sur les conditions actuelles de possibilité du communisme.

## II. LA NECESSITE ACTUELLE DU COMMUNISME

Apparemment, depuis la chute des soi-disant pays socialistes, le capitalisme triomphe. Sa victoire est en fait une victoire à la Pyrrhus. Car si le capitalisme est parvenu à sortir victorieux de sa confrontation avec les forces qui visaient à sa subversion et à sa destruction, à son renversement révolutionnaire ; s'il a surmonté toutes les crises, économiques aussi bien que politiques, qu'il a connues au cours du siècle écoulé ; s'il s'est montré ainsi capable de maîtriser ses contradictions internes, c'est au prix d'une quadruple catastrophe, dont les effets hypothèquent gravement son avenir mais aussi celui de l'humanité toute entière, qu'il englobe désormais presque entièrement. Ce qui rend en fait plus nécessaire et même plus urgent que jamais son dépassement communiste.

### A) La catastrophe écologique

#### 1. Les dimensions de la catastrophe

Il est à peine besoin de rappeler les principales dimensions de cette catastrophe :

- l'épuisement des ressources naturelles (matières minérales ou fossiles, mais aussi sol et eau) sous l'effet de leur pillage et gaspillage, engendrant de nouvelles raretés et pénuries;

- la pollution des éléments naturels (air, eau, sol) par les rejets et déchets de la production industrielle non contrôlés ou non recyclés ou par l'usage massif d'intrants chimiques dans l'agriculture ; en particulier, la multiplication des catastrophes écologiques (marées noires, incidents plus ou moins graves dans les industries chimiques ou électronucléaires, pluies acides) aux retombées de plus en plus étendues dans l'espace et le temps ;

- sous l'effet conjugué des différentes pollutions, l'appauvrissement de la flore et de la faune par extermination de milliers d'espèces et la dénaturation de milliers d'autres (OGM, viande frelatée) ; la déstabilisation ou la destruction d'écosystèmes de plus en plus vastes, voire de certains milieux naturels, tels que la mer ou la forêt ;

- enfin, le plus grave, la rupture de certains équilibres écologiques globaux, constitutifs de la biosphère, par destruction partielle de certains de leurs éléments composants ; par exemple la destruction de la couche d'ozone ou, bien évidemment, le réchauffement général de l'atmosphère terrestre, sous l'effet de la modification de sa composition chimique, aux conséquences redoutables (hausse générale du niveau des mers et des océans, modifications des climats, etc.).

## 2. Les raisons de la catastrophe

Par contre, il est plus que jamais nécessaire de souligner combien cette crise met en cause le capitalisme dans ses dimensions constitutives les plus fondamentales.

a) En premier lieu, sa réduction de la valeur d'usage à la valeur (la valeur marchande et monétaire). Cette réduction signifie que le capitalisme ne s'intéresse à une valeur d'usage que pour autant qu'elle est susceptible de remplir une fonction de support d'un rapport d'échange ; donc dans la seule mesure où s'y trouve matérialisé de la valeur, dans la seule mesure par conséquent où elle est le produit d'un travail humain. Aussi, tout ce que la nature met généreusement, gratuitement, sans nécessité d'une appropriation préalable par le travail, à la disposition de l'homme est indifférent au capitalisme, car cela n'a pas de valeur pour lui (dans tous les sens du terme). Et il n'en tient aucun compte (dans tous les sens du terme également) : il ne lui accorde aucune attention ni aucun égard, il ne l'intègre pas dans ses calculs (de coût) et ses prévisions, puisque cela ne lui coûte rien. Tant du moins qu'il ne l'a pas dégradé au point de devoir le reproduire. Ainsi en va-t-il avec la lumière solaire (pourtant principale source d'énergie), l'air ou même l'eau des fleuves et des rivières.

b) En second lieu, son productivisme. Alors que dans tous les modes de production antérieurs, l'acte social de travail n'avait pas d'autre finalité que la consommation, c'est-à-dire la satisfaction des besoins sociaux (y compris bien évidemment ceux liés à la nécessaire reproduction des moyens de production), le capitalisme pervertit fondamentalement le sens de cet acte en faisant de la production sa propre fin : en n'assignant à l'acte social de travail tout entier d'autre finalité que l'accumulation élargie des moyens sociaux de production. Car la finalité de la production capitaliste n'est pas fondamentalement la production de valeurs d'usage (de biens et de services satisfaisant des besoins individuels ou sociaux), ni la production de valeurs (de marchandises), ni même celle de plus-value : ce ne sont là pour lui qu'autant de médiations (de moyens) au service de sa fin véritable qui est la production et la reproduction du capital, sous toutes ses formes, et d'abord sous sa forme essentielle de capital productif, de moyens de production destinés à fonctionner comme "pompes à plus-value", comme moyens d'extorquer du travail non payé. D'où le productivisme foncier du capital qui se traduit par une tendance à la destruction des deux sources de toute richesse sociale : la force de travail, sous l'effet de son exploitation effrénée ; et la nature, les ressources naturelles, sous l'effet de leur pillage et gaspillage.

c) En troisième lieu, la contradiction entre le développement quantitatif (leur croissance, leur accumulation, leur puissance grandissante) et qualitatif (leur socialisation elle aussi grandissante) des forces productives et le maintien des rapports capitalistes de production, en ce qu'ils impliquent notamment l'expropriation des producteurs (tant à l'égard du contrôle des moyens de production que de la maîtrise du procès de production) et la fragmentation du procès social de production (du fait de la propriété privée des moyens de production).

Car telle est en définitive le sens véritable de la crise écologique. Cette crise donne en fait la dimension actuelle, véritablement mondiale (planétaire) de cette contradiction, déjà soulignée par Marx comme étant l'une des contradictions majeures du mode capitaliste de production. En effet, cette crise manifeste en définitive à la fois :

- d'une part, le degré de développement des forces productives auxquelles le capitalisme a conduit, en rendant les hommes capables de s'emparer de la planète entière et de bouleverser toutes les conditions naturelles de l'activité humaine (et plus largement de la vie, au sens biologique du terme) ;

- d'autre part, l'absence de tout contrôle global de ce développement que rend précisément impossible le maintien des rapports capitalistes de production, avec leurs effets d'expropriation et de privatisation. Absence de contrôle qui transforme en conséquence le précédent développement des forces productives de l'humanité en un déchaînement de forces destructrices qui en menace, du coup, jusqu'à sa possibilité de survivre.

## 3. L'impuissance du capitalisme face à la crise écologique

A partir de là, on comprend aussi l'incapacité foncière du capitalisme à faire face à la crise écologique. Incapacité qu'illustre la timidité des engagements des Etats participants aux conférences de Rio (1992), de Kyoto (1997) et plus récemment d'Amsterdam (2000). Engagements très en deçà de l'urgence et de l'ampleur des mesures que requerraient des politiques cherchant véritablement à endiguer les effets de la dégradation chaque jour plus perceptible de nos conditions naturelles d'existence.

Certes un réformisme écologique est en principe possible dans le cadre du capitalisme. On peut en effet très bien concevoir que les mouvements écologistes et/ou les Etats parviennent à imposer aux industriels des normes et des contrôles contraignants en matière d'occupation des sites et d'usage d'exploitation des richesses naturelles ; qu'en outre ils proposent ou imposent des modes de produire et de consommer qui non seulement soient plus écologiques mais qui en plus ouvrent de nouvelles voies à l'accumulation du capital (recyclage de déchets, économies d'énergie, énergies renouvelables, etc.). Mais, même s'il parvenait à atténuer les effets les plus désastreux et à conjurer les menaces les plus graves de la crise écologique, un tel réformisme ne la résoudrait pas fondamentalement ; pas plus que le réformisme dont a fait l'objet le rapport salarial n'a mis fin à l'exploitation et à la domination capitalistes de la force de travail.



Mais un pareil réformisme est inconcevable et restera impraticable tant que dominera l'idéologie néo-libérale. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à la solution proposée à l'issue des conférences de Kyoto et d'Amsterdam sous la pression des Etats-Unis, de loin les plus gros pollueurs de la planète, pour lutter contre l'aggravation de l'effet de serre : l'émission de droits à polluer et l'organisation d'un marché mondial de ces droits ! Autrement dit, le renforcement de l'emprise de la logique marchande et capitaliste sur les conditions écologiques d'existence, logique précisément responsable de la dégradation de ces conditions. Dans ces conditions, le pire est à craindre.

En définitive, ce que la crise écologique nous révèle, c'est que le capitalisme ne se limite pas à dégrader les conditions de vie, il menace plus fondamentalement la possibilité même de la vie sur Terre. Possibilité qui ne peut être préservée qu'à la condition qu'il soit mis fin au développement aveugle et incontrôlé des forces productives, transformées de ce fait en forces destructrices, qu'institue le capital ; et qu'il soit donc mis fin à l'expropriation des producteurs et à la propriété privée des moyens de production qui rend une telle inversion inévitable. Ainsi, eu égard aux menaces majeures dont la crise écologique est porteuse, il se pourrait bien que l'enjeu de la lutte contre le capitalisme soit plus radical encore que Rosa Luxembourg ne l'avait imaginé, en se situant non plus seulement entre "le socialisme et la barbarie" mais entre le communisme et la mort.

## B) La catastrophe socio-économique

En se mondialisant, en insérant la planète entière dans les rets de ses rapports de production, le capitalisme n'aura pas seulement mondialisé la contradiction entre forces productives et rapports de production. Il aura tout aussi bien mondialisé cette autre contradiction inhérente à ces rapports, elle aussi mise en évidence par Marx, et présentée par lui comme "la loi générale de l'accumulation du capital" : la polarisation grandissante entre richesse et pauvreté, l'aggravation à la fois extensive et intensive de la paupérisation comme condition et conséquence à la fois de l'accumulation du capital, donc de l'accumulation de la richesses sociale et des moyens de produire cette richesse, en même temps que limite apposée à l'accumulation. Dans la mesure où l'accumulation des moyens de production (de travail mort) et l'économie de travail vivant se traduit, en termes capitalistes, par une diminution relative sinon absolue de la quantité des travailleurs dont le capital a besoin, qu'il peut utiliser productivement (au sens capitaliste : pour leur faire produire de la plus-value) et, par conséquent, au gonflement de ce que Marx nommait "l'armée industrielle de réserve".

"Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que le ressort de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voici la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme toute autre, est naturellement modifiée par les circonstances particulières."

Cette loi, que le développement capitaliste avait semblé infirmée au cours des dernières décennies au sein des formations capitalistes centrales, a, au contraire, reçu une confirmation aussi éclatante que dramatique au niveau mondial. Seul niveau où il faille aujourd'hui jugé des effets du capitalisme, puisque c'est à ce niveau que se déploient désormais pleinement les rapports capitalistes de production et que se joue leur reproduction.

Pour s'en convaincre, il suffit de considérer combien la situation socio-économique de la plupart des pays de la périphérie mondiale (le ci-devant "Tiers Monde", aujourd'hui rebaptisé "Sud") s'est dégradée au cours dernières décennies, non seulement en termes relatifs (par rapport au pays centraux) mais même quelquefois en termes absolus (par rapport à leur propre état antérieur). Il suffit de penser au sort réservé par la mondialisation capitaliste aux milliards d'individus (car ils se comptent aujourd'hui par milliards) qui constituent aujourd'hui "l'armée de réserve" sur le plan mondial, en croupissant dans les campagnes ou en s'entassant dans les bidonvilles des périphéries des métropoles de ces pays. Paysans sans terre, paysans expropriés, chômeurs chroniques, travailleurs (et surtout travailleuses) de "l'économie informelle", enfants des rues livrés à tous les trafics, etc., les figures sont innombrables de ces prolétaires auxquels le développement capitaliste ne laisse plus aucune chance d'être même seulement exploités.

Tandis qu'à l'autre bout de la chaîne (capitaliste) et de la planète se sont constituées des fortunes colossales, à la dimension du processus historique-mondial de l'accumulation du capital sur lequel elles reposent. Selon les rapports du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publiés ces dernières années, les trois plus grosses fortunes personnelles au monde représentent l'équivalent du revenu annuel des 1,5 milliards de personnes les plus pauvres de la planète ; tandis que la fortune des quelques 400 milliardaires en dollars équivaut au revenu annuel des 2,6 milliards de personnes les plus pauvres, 45 % de la population mondiale. Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, il ne s'était créé de tels gouffres entre le haut et le bas de la hiérarchie sociale. Et le tout sous couvert des "droits de l'homme" : du règne de liberté et de l'égalité, masques cyniques de la pire des exploitations !

Là encore, si l'on veut faire cesser pareil scandale, pareille absurdité et pareille monstruosité à la fois, le communisme s'impose comme une nécessité. Tout d'abord dans son exception la plus élémentaire, la plus sommaire pour ne pas dire la plus vulgaire, sous la forme de la revendication de l'égalisation des conditions sociales d'existence. Mais aussi et plus fondamentalement sous la forme de la reconquête par les hommes de leur pouvoir sur leurs conditions matérielles d'existence ; ce qui suppose de mettre fin à leur expropriation à l'égard de la maîtrise des moyens et du produit de leur travail qui est constitutif de ce rapport de production aujourd'hui dominant qu'est le capital. C'est là le seul moyen de redonner à la production sociale sa finalité naturelle en même temps qu'humaine,

la satisfaction des besoins des hommes, en l'arrachant à l'emprise de l'abstraction mortifère de la valeur, en mettant fin à la dictature de l'économique, aux inhumaines rigueurs des "lois" imposées par l'aliénation marchande et capitaliste de l'acte social de travail.

## C) La catastrophe politique

Cette expression désigne le vide politique, l'état de déficit politique sur lequel ont fini par déboucher deux siècles de domination du capital. Par quoi il faut entendre non seulement un déficit de la politique au sens classique du terme, de la politique institutionnelle, de l'action de et dans l'Etat ; mais encore et plus fondamentalement un déficit du politique : une absence de maîtrise du devenir général des sociétés humaines, l'impuissance de l'humanité dans son ensemble à maîtriser son propre devenir.

### 1. Le déficit de la politique institutionnelle

De ce déficit politique, on ne saisit en effet généralement que son aspect à la fois le plus apparent et le plus officiel, sous la forme de l'impuissance des Etats, qui sont les dépositaires et agents légitimes de la puissance collective (la puissance publique).

Cette impuissance des Etats face aux défis majeurs de notre temps n'est que trop évidente. Je l'ai déjà évoquée en ce qui concerne la crise écologique. Elle n'est pas moindre en ce qui concerne la crise dans laquelle reste plongée l'économie capitaliste mondiale ; elle se traduit par l'incapacité dans laquelle se trouvent les Etats, y compris les plus puissants d'entre eux, d'édifier un cadre régulateur de l'accumulation mondiale du capital.

Dans les deux cas, on peut mettre en accusation les idéologies et les politiques néo-libérales qui ont prédominé au cours des deux dernières décennies, et qui ont fait de l'affaiblissement des Etats à la fois une nécessité et une vertu. Et, de fait, elles les ont délibérément privés de quelques uns de leurs instruments les plus efficaces dans la régulation de l'activité socio-économique sur le plan national, en se faisant les champions d'une déréglementation sauvage et aveugle de tous les marchés ; tout en faisant simultanément obstacle à la réédification d'un tel cadre réglementaire et régulateur sur le plan international, sous forme de la coordination des politiques des principaux Etats capitalistes développés. Il suffit à ce sujet de rappeler les résultats médiocres voire nuls des dernières réunions du G7, dont on vient à se demander à quoi il sert encore, si ce n'est à permettre aux "grands" du monde soi-disant développé d'étaler le spectacle planétaire de leur impuissance, de leur pusillanimité et de leurs divisions. Avec pour effet d'avoir transformé l'économie mondiale en un véritable bateau ivre, en un vaisseau fantôme ballotté aux grands des tempêtes commerciales et des crises financières.

Plus fondamentalement cependant que les idéologies et les politiques néo-libérales, il faut ici incriminer deux autres facteurs, plus structurels, pour expliquer cette impuissance des Etats, qui tiennent tous deux aux rapports capitalistes de production. D'une part, la persistance de la division de l'espace géo-économique et géo-politique en Etats-nations, dans un contexte de transnationalisation grandissante de l'activité socio-économique, division commandée par la fragmentation du capital mondial en conglomerats de capitaux territorialisés ou à base territoriale rivaux entre eux sur le marché mondial. Si bien que la contradiction entre mondialisation grandissante de l'activité économique et nationalisation persistante du pouvoir politique (de son champ d'exercice et de contrôle) est caractéristique de la phase et des formes actuelles de reproduction des rapports capitalistes de production.

A quoi s'ajoute, d'autre part, la persistance de la propriété privée des moyens de production, de l'autonomie persistante des capitaux privés, encore renforcés par la taille mondiale acquise par un grand nombre d'entre eux, qui leur permet de se jouer de tout contrôle et de toute réglementation nationale, voire internationale. Là encore, c'est directement à une caractéristique essentielle des rapports capitalistes de production que se heurte le pouvoir des Etats.

Quoi qu'il en soit, du point de vue qui me préoccupe ici, les conséquences les plus importantes de cette impuissance des Etats sont le discrédit de la politique (de l'activité politique, de la représentation politique, des hommes et des partis politiques, etc.), et la tendance à la démission des citoyens (leur abandon de la sphère publique, leur repli sur la vie privée, au mieux sur la vie associative). Avec pour conséquence en retour de délégitimer l'action des Etats et d'accroître encore leur impuissance, pour autant que le pouvoir d'Etat requiert pour s'exercer (du moins en démocratie) un consentement minimal des citoyens.

### 2. Le déficit du politique

En fait, ce déficit de la politique, alimenté par l'impuissance grandissante des Etats, renvoie, plus fondamentalement encore, à un déficit du politique, au sens de la capacité des hommes à maîtriser le devenir général leur propre activité sociale, leur propre praxis sociale-historique.

Deux siècles de domination du capital ont en effet débouché sur deux phénomènes conjoints. D'une part, sur l'expropriation de l'immense majorité de la population à l'égard de toute maîtrise sur ses conditions matérielles d'existence et, plus largement, sur l'ensemble de ses conditions sociales d'existence. J'ai déjà signalé que Marx a longuement insisté sur cette spécificité du capital comme rapport de production que constitue l'expropriation des producteurs à l'égard des moyens de production mais aussi de la maîtrise du procès social de production. Au fur et à mesure où la reproduction du capital a nécessité d'élargir sa domination sur

l'ensemble des conditions sociales d'existence, elle a du même mouvement étendu la sphère des activités sociales qui échappent au contrôle et à maîtrise de l'immense majorité de la population. A titre d'exemple, considérons simplement ce qu'il est advenu de notre rapport à l'espace social dans lequel nous évoluons, un espace aujourd'hui entièrement assujéti aux impératifs de la production et de la circulation du capital.

D'autre part, le même processus a abouti à concentrer et à centraliser la puissance sociale (la capacité de diriger, d'organiser, de contrôler l'activité sociale, les interactions entre les hommes) au sein de méga-appareils de pouvoir (industriels, commerciaux, financiers, administratifs, médiatiques). Concentration et centralisation qui sont, à la fois, les conséquences et les conditions de la dépossession précédente de l'immense majorité de l'humanité. Ce sont ces appareils qui ont aujourd'hui en charge la gestion au quotidien des pratiques sociales et des rapports sociaux, sans parvenir pour autant à maîtriser leur devenir général, comme on l'a vu précédemment sur l'exemple des Etats.

Si bien que les deux processus précédents débouchent en définitive sur l'étonnante contradiction suivante : la plus extraordinaire concentration et centralisation de pouvoir politique (et de savoir empirique et analytique sur lequel il s'appuie : de moyens de produire, transmettre, traiter et stocker une masse gigantesque d'informations) que l'on ait connue dans l'histoire, l'érection des appareils les plus puissants dont l'humanité se soit dotées, vont de pair avec l'impuissance la plus étendue de l'humanité à maîtriser son propre devenir.

De cette contradiction, les principaux Etats actuels donnent une terrifiante illustration. Ils ont acquis le pouvoir d'administrer la mort, en accumulant les moyens industriels et militaires de la destruction de toute vie sur Terre. Alors qu'ils restent incapables d'administrer la vie : de maîtriser et encore plus de résoudre les problèmes vitaux de l'humanité (les crises économique et écologique par exemple) ; ce qu'avouent d'ailleurs aujourd'hui, comme pour s'en disculper, la plupart de leurs dirigeants. Ne voit-on pas que l'échec de ces Etats, concentrant entre leurs mains les plus formidables moyens matériels et intellectuels dont ait jamais disposé un quelconque pouvoir politique au cours de l'Histoire, signifie tout simplement l'impuissance radicale de tout pouvoir politique en tant que tel et, par conséquent, l'illégitimité totale de la monopolisation de la puissance sociale sur laquelle il repose ? Comment dans ce cas ne pas en conclure à la nécessité et à l'urgence de confier l'administration de cette puissance à l'ensemble des hommes, à l'ensemble des membres de la communauté humaine, agissant selon un plan concerté entre eux ?

### 3. Conséquences

Au regard du double déficit précédent, le communisme, compris cette fois-ci comme réappropriation par l'humanité de son pouvoir sur ses propres conditions matérielles et institutionnelles d'existence, apparaît une nouvelle fois comme une nécessité. Aussi bien d'ailleurs que ce qui constitue la condition de cette réappropriation, à savoir le dépassement des divisions de l'humanité en classes et en nations. Car comment concevoir que l'humanité puisse relever les défis qu'elle s'est lancée à elle-même, par exemple faire face aux menaces pesant sur sa survie même dont est grosse la crise écologique, sans qu'elle mette fin aux divisions et rivalités entre classes et nations qui la paralysent aujourd'hui ? Sous cet angle aussi, l'alternative est entre le communisme et la mort.

## D) La catastrophe symbolique

Les dégâts commis par l'emprise croissante du capital sur nos existences ne se mesurent pas seulement à la dégradation générale de nos écosystèmes et aux menaces qu'elle fait peser jusque sur notre survie ; à la pauvreté et à la misère auxquelles il condamne des masses grandissantes d'individus prolétariés de par la planète ; à l'impuissance dont il frappe l'immense majorité de la population face au devenir historique de l'humanité dans son ensemble. Ils se mesurent concrètement tous les jours dans la déstructuration mentale qui affecte un nombre grandissant d'individus du fait du déficit symbolique qu'engendre les conditions sociales actuelles d'existence.

### 1. Signification et causes de la crise symbolique

Par déficit symbolique, j'entends le défaut d'ordre symbolique propre aux sociétés capitalistes développées : leur incapacité à élaborer et maintenir un système un tant soit peu stable et cohérent de référentiels, de normes, de valeurs à l'intérieur desquels les individus puissent à la fois hériter du passé et se projeter dans l'avenir, s'investir dans la participation à la construction du monde dans lequel ils vivent, communiquer entre eux, se construire une identité, en un mot donner sens à leur existence.

J'ai analysé ailleurs en détail les raisons de ce déficit d'ordre symbolique. Il tient, d'une part, à la démythification du monde ou au "désenchantement" du monde qu'opère le capitalisme. Mouvement proprement révolutionnaire par lequel il invalide toutes les représentations morales, religieuses, philosophiques, etc., qui faisait reposer symboliquement l'ordre social des sociétés précapitalistes sur la référence à une transcendance métasociale ou métaphysique. Mouvement que Marx et Engels avait pressenti et présenté en termes imagés dans Le Manifeste :

"La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner sans cesse les instruments de production , ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque

bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés".

Ce déficit d'ordre symbolique tient, d'autre part, aux contradictions caractéristiques des différents fétichismes que le capitalisme tend à substituer à l'ordre symbolique propre aux sociétés précapitalistes : fétichisme de la marchandise, de la monnaie et du capital ; fétichisme du droit (de la propriété privée et de la personne privée) ; fétichisme de la loi (comme expression de la volonté générale) et de l'Etat (comme pouvoir public impersonnel) ; fétichisme de la nation (comme seule forme possible de la communauté humaine) ; fétichisme de l'individu (l'individualisme) ; etc. Non seulement ces différents fétichismes sont contradictoires entre eux, rendant de ce fait incohérent l'ordre idéologique que le capitalisme tend à constituer à partir d'eux ; mais encore ils sont tous minés par des contradictions internes, notamment une contradiction entre leur aspect objectif et leur aspect subjectif, entre leur moment de réification des rapports sociaux et leur moment de personification de ces mêmes rapports. Car plus la praxis capitaliste réifie les conditions sociales d'existence en leur conférant l'opacité et la dureté, la froideur et l'impersonnalité de conditions objectives, moins celles-ci peuvent apparaître aux acteurs sociaux comme les résultats de leurs propres interactions ; et moins les fétichismes qui en résultent sont capables de capter et de thématiser les désirs humains en leur fournissant autant de repères et de supports identificatoires. Autrement dit, moins ils sont capables de donner sens à l'existence.

## 2. Une triple aliénation

Les différents processus précédents se conjuguent donc pour plonger les sociétés capitalistes développées dans une crise chronique du sens : pour les priver d'un habitat imaginaire commun, d'un ensemble repérable, structuré et crédible de référentiels donnant sens à l'existence. On devine tout de suite qu'une pareille crise du sens ne va pas sans retentir profondément sur l'organisation psychique (affective et imaginaire autant qu'intellectuelle) des individus qui la vivent. Plus précisément, le défaut d'ordre symbolique collectif perturbe simultanément le rapport à soi, le rapport aux autres, enfin le rapport au monde.

a) Le rapport à soi. La crise symbolique provoque en fait des effets contradictoires quant à la manière dont le sujet (le sujet individuel) se rapporte à lui-même, quant à la manière dont il s'appréhende lui-même. D'une part, elle favorise un surinvestissement narcissique, une survalorisation du moi ; d'autre part et inversement, elle crée les conditions d'une profonde crise d'identité, d'une dépression du moi.

Survalorisation du moi tout d'abord. Car, quand plus rien autour de soi n'offre un cadre de référence stable, quand il n'y a plus de monde que l'on puisse habiter imaginairement avec les autres, chacun tend à se replier sur soi et à faire de soi-même un monde. Alors le moi (plus exactement le moi idéal) devient, par substitution, l'objet privilégié des investissements libidinaux et fantasmatiques qui ne trouvent plus à fixer (se projeter) dans des objets sociaux, du fait de leur déficit de valorisation symbolique.

Ainsi s'explique le développement de cette culture du narcissisme qui caractérise si fortement les sociétés capitalistes contemporaines. Chacun devient à soi-même son objet électif d'amour (d'investissent libidinal), d'occupation et de préoccupation. Les manifestations de cette culture sont aujourd'hui innombrables. Ce sont les soins attentifs et jaloux portés au corps (cf. l'engouement pour les pratiques corporelles : marche, jogging, gym tonic, yoga, etc., mais aussi l'augmentation de la consommation des produits et services médicaux). C'est la survalorisation du fameux "look", autrement dit de l'apparence corporelle et vestimentaire. C'est le succès de différentes pratiques "psy" dont le commun dénominateur est la réalisation émotionnelle de soi.

Mais le déficit chronique du sens qui sévit dans les sociétés capitalistes contemporaines crée tout aussi bien les conditions d'une crise majeure de l'individualité. Car l'individualité qui en émerge est en fait extrêmement fragile sous les couverts chatoyants et chaleureux de sa façade narcissique. D'une part, le déficit d'ordre symbolique va se traduire par l'absence ou du moins l'inconsistance de schèmes collectifs capables de servir de matériaux et supports de la construction de l'identité individuelle.

A quoi s'ajoute, d'autre part, l'effet déstabilisateur de la profusion quasi infinie des sens offerts au choix de chacun, comme autant de vêtements identificatoires qu'il peut successivement ou même simultanément endosser, pour les quitter aussitôt, au gré de sa fantaisie. Notre société organise ainsi en permanence une sorte de "foire aux sens", dans laquelle chacun peut "choisir" entre une multiplicité indéfinie d'identités, d'appartenances symboliques ou imaginaires, de référentiels, de valeurs, de modes d'existence, etc. Mais, précisément, perdu dans cette "foire", chacun va se trouver à la fois étourdi, déboussolé, en définitive hébété, ne sachant plus (c'est le cas de le dire) à quel sens se vouer. Quand plus aucun sens global n'est proposé ou imposé par la société, quand chacun est abandonné à lui-même pour donner (en fait bricoler) un sens à son existence, et se trouve "libre" de lui donner le sens qu'il veut, la quête du sens a toute les chances d'être éperdue et de se solder par un échec. Autrement dit, chacun a toutes les chances (si l'on peut dire) de se retrouver en définitive nu, c'est-à-dire incapable de trouver un sens à son existence et, par conséquent, d'assurer son identité.

b) Le rapport aux autres. De la même manière, la crise symbolique ne peut que perturber le rapport que chacun entretient aux autres. Plus précisément, elle va rendre ce rapport éminemment problématique : incertain, difficile, conflictuel. Entendons qu'elle va aggraver

la part d'incertitude, de difficulté, de conflit que comprend nécessairement tout rapport interindividuel.

En premier lieu, en effet, c'est la possibilité même de communiquer avec autrui qui se trouve ici rendue problématique. Car, quel que soit le canal ou le support qu'elle emprunte, la communication entre individus présuppose toujours un sens commun : un ensemble structuré de signifiants fondamentaux (de référentiels, de symboles, de valeurs) sur lesquels les individus s'accordent, par delà ou plutôt en deçà même de leurs éventuels différences et différends. Or le défaut d'ordre symbolique signifie précisément aussi l'absence ou du moins la faiblesse (le vague, le flou, l'inconsistance) d'un tel sens commun.

En éprouvant ainsi de plus en plus de difficulté à communiquer avec autrui, chacun se trouve ainsi isolé, prisonnier de/en lui-même. La solitude est aujourd'hui sans doute la chose la mieux partagée dans les sociétés capitalistes développées, au delà de l'inflation "communicationnelle" qui lui sert de masque et d'alibi, dans laquelle chacun est tenu de communiquer en permanence pour être (cf. la diffusion fulgurante des téléphones portables et de l'Internet). Une solitude que, dans le cadre de ce que j'ai appelé précédemment la culture narcissique, les individus tendent à transformer en art de vivre, métamorphosant en quelque sorte la nécessité en vertu.

Car, dans le cadre de la crise du sens, l'autre n'est pas seulement celui avec qui il m'est de plus en plus difficile de communiquer, dont j'ai de plus en plus de mal à me rapprocher. Il est aussi, en second lieu, celui dont, contradictoirement, je désire de moins en moins me rapprocher, celui dont la présence même est pour moi de plus en plus une source de malaise, voire tout simplement une menace.

M'ouvrir à l'autre, c'est en effet m'exposer à affronter son altérité, c'est confronter ma propre identité à son altérité. Expérience toujours éprouvante au sens propre, puisqu'elle met à l'épreuve ma propre identité. Epreuve qui sera donc d'autant plus redoutée et par conséquent fuie que mon identité est faible, incertaine, mal assurée d'elle-même, qu'elle s'accompagne d'une crispation fétichiste sur les moindres éléments d'une identité résiduelle.

Le défaut d'ordre symbolique crée donc les conditions d'une sorte d'hétérophobie diffuse : de peur, de haine, de rejet plus ou moins violent de tout ce qui, du fait de son altérité, est perçu comme déstabilisant ou menaçant le reliquat ou résidu d'identité de chacun. En le privant de repères collectifs, en menaçant par conséquent son identité individuelle mais aussi en l'amenant par réaction à la fétichiser, la crise symbolique abaisse donc le "seuil de tolérance" de l'individu à l'égard de l'altérité.

c) Le rapport au monde. Et c'est, enfin, la diffusion dans la population d'un sentiment général d'étrangeté à l'égard du monde. Dépourvu de tout ordre symbolique unitaire capable de lui donner sens et d'y fournir des repères, le monde n'est plus alors vécu comme ce lieu familier que l'on connaît et que l'on maîtrise, dans la mesure même où on y habite et qu'on contribue à le créer. Privé de tout ordre symbolique, le monde apparaît alors tout à la fois comme irréel (inconsistant et évanescent) et surréel (opaque et impénétrable), dans les deux cas comme une réalité indéchiffrable et inquiétante.

Ainsi, en l'absence de tout ordre symbolique stable, l'individu devient-il étranger simultanément au monde, aux autres et à soi-même. Et cette triple étrangeté vécue ne peut que générer une situation et un sentiment d'impuissance : impuissance à avoir prise sur le cours du monde, et a fortiori à prendre part à sa production, donc aussi à le comprendre ; impuissance à communiquer avec autrui, à trouver un sens commun, à construire une communauté à la fois pratique et symbolique avec les autres ; impuissance à se réaliser, à inscrire ses actes dans la réalité, voire à construire des projets.

## E) Conclusion

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, le capitalisme semble bien génère un monde de plus en plus invivable, aussi bien subjectivement qu'objectivement, pour une majorité de nos contemporains. Dès lors, l'objection d'utopisme communément adressée au projet communiste est bien mal venue. En fait, la pire des utopies qui soit aujourd'hui, utopie conservatrice, réactionnaire même, utopie proprement illusoire en tout cas, est de croire que le monde pourra longtemps encore continuer à être gouverné pour l'essentiel par les exigences de la reproduction du capital, sans courir au devant de multiples catastrophes. Plus exactement : sans que les catastrophes qu'il a déjà déclenchées ne le rendent définitivement et absolument invivable.

## III. LA QUESTION DE LA POSSIBILITE DU COMMUNISME

Mais il ne suffit pas de démontrer la nécessité, l'urgence même, du communisme pour mettre fin à la catastrophe écologique, socio-économique, politique et symbolique que constitue le capitalisme pour l'humanité. Il ne suffit pas, en un mot, de démontrer que le communisme est (hautement) souhaitable. Il faut encore examiner s'il est possible ; autrement dit, si, dans quelle mesure, sous quelles formes le capitalisme contemporain en crée les conditions de possibilité, tant objectivement que subjectivement.

Question à laquelle il ne me paraît pas possible de répondre de manière simple et unilatérale, tant le développement capitaliste apparaît contradictoire, sous ce rapport comme sous bien d'autres. Autrement dit, ce développement crée actuellement certaines des conditions de possibilité du communisme, certaines des conditions de sa réalisation ; et, simultanément et contradictoirement, il détruit, compromet, certaines autres de ses conditions, faisant ainsi directement obstacle à la réalisation du communisme. Plus

précisément, et ce sera ma thèse ou du moins mon fil conducteur, le capitalisme contemporain a fait mûrir les conditions objectives du communisme ; tandis que, à l'inverse, il a compromis et dégradé ses conditions subjectives. Toute la question étant de savoir jusqu'à quel point...

## A) L'état des conditions objectives

Nous avons vu que Marx attribuait au capitalisme deux vertus majeures du point de vue de la production des conditions objectives du communisme : le développement des forces productives et la socialisation de la société. Sur ce point-là au moins, il ne s'est pas trompé : le capitalisme a bien développé les forces productives de la société, tout en la socialisant, mais à chaque fois sous des formes contradictoires.

### 1. Le développement des forces productives

a) En prenant pour indice global et synthétique de ce développement les progrès de la productivité moyenne du travail social, il paraît incontestable que les forces productives de la société n'aient cessé de se développer tout au long de l'histoire du capitalisme. Quoique de manière fort inégale, à la fois spatialement (selon la position des différentes formations sociales dans la division internationale du travail et les rapports impérialistes à laquelle elle donne lieu) et temporellement (selon les différents stades et phases de son histoire). Ce développement a été notamment rendu possible, comme Marx l'avait d'ailleurs prévu, grâce à l'application méthodique des progrès scientifiques (progrès dans la connaissance des lois de la nature) aux procédés de production, grâce à leur matérialisation sous forme de moyens de travail de plus en plus performants. Avec tout ce que cela implique d'extension et d'intensification de l'exploitation de la force de travail et de réalisation de ce que Marx a appelé la "domination réelle du capital sur le travail" : son appropriation du procès de travail aux exigences de sa production et de sa reproduction comme valeur en procès.

De ce point de vue, on peut même caractériser la phase actuelle du développement capitaliste comme celle où, du moins dans les formations centrales, grâce au développement de l'automatisation des procès de travail, le capital parvient à parachever totalement ce processus, en se rendant aussi indépendant que possible du travail salarié. Non seulement en utilisant constamment une quantité décroissante de travail vivant ; mais encore en réduisant qualitativement ce travail (du moins ceux des producteurs directs, des travailleurs immédiats) à de simples fonctions de pilotage et de surveillance des procès de travail automatisés. Si bien que le volume de la richesse sociale semble n'avoir plus de rapport immédiat avec la quantité de travail vivant dépensé pour la produire, dans la mesure où sa production est essentiellement l'effet du travail mort.

"La richesse réelle se développe maintenant, d'une part, grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du procès de production qu'il surveille : c'est ce que nous révèle la grande industrie."

Cette remarque de Marx, déjà vraie de son temps, se vérifie aujourd'hui à un degré bien plus grand encore. En un mot, le capital est en train d'accumuler les conditions de la fin du travail, forme et objectif du communisme.

b) Ce faisant, le capital tend cependant à se détruire lui-même. En effet, comme Marx n'a cessé de le répéter, il ne peut exister comme capital (comme valeur en procès) que par la médiation de l'exploitation de forces de travail, de travail vivant. En réduisant sans cesse la masse de ce dernier, il fait par conséquent chuter le taux de profit, tout en dressant constamment une barrière sur la voie de la réalisation de ses propres produits-marchandises, puisqu'il réduit d'autant la capacité de consommation (improductive) de la société en réduisant le volume du travail vivant employé (partant le nombre des travailleurs salariés).

Bien plus même, ce faisant, le capital crée les conditions de la fin de l'économie. La valeur comme forme du produit du travail social et la loi de la valeur comme mesure de ce produit, réglant production, sa circulation et sa répartition, sont tendanciellement détruites par le développement de l'automatisation qui rend le volume de la richesse sociale de plus en plus indépendant de la quantité de travail vivant employé à la produire. C'est d'ailleurs exactement ce que Marx avait prévu dans un passage prophétique des Grundrisse :

"Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse (...). D'une part, il éveille toutes les forces productives de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé par elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enfermer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite."

Autrement dit, le développement qualitatif et quantitatif des forces productives, auquel procède contradictoirement le capital, ne compromet pas seulement ce dernier en tant que valeur en procès, il compromet plus radicalement encore la valeur elle-même comme forme sociale de la valeur d'usage (de la richesse sociale) et la loi de la valeur comme loi de la production sociale. Il fait ainsi apparaître que la véritable richesse sociale n'est pas la valeur mais la valeur d'usage (l'abondance matérielle), et que la véritable mesure de cette richesse n'est pas le temps de travail socialement nécessaire mais au contraire la réduction du temps de travail nécessaire, la libération de l'homme à l'égard du travail, le développement du temps libre : du temps libéré de la nécessité naturelle et de la

contrainte sociale du travail.

Ce qui s'esquisse ainsi très concrètement, c'est à la fois la possibilité de la fin du travail : d'une réduction substantielle de la durée du travail qui n'en ferait plus qu'une activité secondaire et annexe dans la vie de chacun ; et surtout la possibilité d'organiser la production sociale non plus en fonction de la nécessité abstraite de valoriser le capital, donc en définitive d'accroître le travail mort déjà accumulé, mais tout simplement en fonction de l'exigence de satisfaire les besoins sociaux tels qu'ils seront définis par des producteurs associés rendus maîtres de leurs moyens de production.

c) Ainsi le développement des forces productives revêt nécessairement une forme contradictoire au sein du capitalisme. Car si, d'une part, il est directement commandé par les impératifs de la production et de la reproduction du capital ; d'autre part et inversement, il les compromet dans ses bases mêmes, en tendant à faire éclater les catégories économiques elles-mêmes (valeur, loi de la valeur, procès de valorisation, etc.).

Cela explique pourquoi, aujourd'hui, le capital, tout en développant l'automatisation des procès de travail, est obligé d'en différer les effets. Les différer dans le temps, bien évidemment, en ralentissant la substitution des procès de travail automatisés aux anciens procès mécanisés, ou en ne les automatisant qu'en partie. Au delà des limites que dresse le coût important des équipements productifs automatisés, on tient là la raison essentielle du fait que la diffusion de ces équipements ne soit pas plus rapide encore que ce que l'on observe.

Mais aussi et surtout les différer dans l'espace. Il s'agit de maintenir, à côté de secteurs et de branches plus ou moins fortement automatisées, à haute composition organique du capital (mesurée par le rapport du capital constant au capital variable, soit en définitive par le rapport du travail mort au travail vivant), employant une faible quantité de main-d'oeuvre salariée, donc dégageant peu de surtravail (de plus-value), des secteurs et des branches non automatisés (fordistes voire pré-fordistes), à basse composition organique du capital, employant une forte quantité de main-d'oeuvre, dégageant par conséquent beaucoup de surtravail. Car, grâce à la peréquation des taux de profit qui se réalise à travers le système des prix de marché, les seconds secteurs peuvent servir à valoriser les premiers. C'est pourquoi, par delà les raisons d'ordre technique ou financier, l'automation ne peut être conduite en régime capitaliste, et qui plus est poussée à bout, que dans les secteurs à structure monopolistique ou oligopolistique qui, par le biais du système des prix, peuvent s'assurer une ponction de plus-value (analogue en ce sens à une rente de situation) sur d'autres secteurs.

Le maintien et l'aggravation des inégalités de développement entre secteurs et branches de la production est donc une condition sine qua non du développement de l'automation en régime capitaliste, pour pallier les effets destructeurs de celle-ci sur la valorisation du capital (le taux de profit) et, plus fondamentalement, sur la loi de la valeur. Or les inégalités de développement s'inscrivent nécessairement dans des structures spatiales, dans des inégalités entre régions, entre nations, entre continents. Aussi le développement de l'automation dans les formations capitalistes développées doit-il nécessairement se coupler avec la nouvelle division transnationale du travail, les délocalisations industrielles en direction de l'Est ou du Sud, l'industrialisation d'une partie du ci-devant Tiers Monde, la montée en puissance des "nouveaux pays industriels" ; mais aussi avec le processus d'intégration de nouveaux ensemble régionaux (UE certes, mais aussi "marché commun" nord-américain groupant les USA, le Canada et le Mexique, Mercosur sud-américain, intégration rapide de l'Asie du Sud-Est autour du Japon et des "dragons" coréens et taïwanais) qui réunissent, à chaque fois, au sein d'un marché plus ou moins unifié, des zones très inégalement développées, entre lesquelles peuvent pleinement jouer les effets du développement inégal.

## 2. La socialisation de la société

Le capitalisme contemporain poursuit et amplifie l'oeuvre de socialisation de la société que Marx avait déjà relevé de son temps comme un trait caractéristique du mode capitaliste de production ; de même que comme une des conditions objectives de possibilité de passage au communisme. Dans cette perspective, trois dimensions de cette socialisation doivent tout particulièrement retenir notre attention. Là encore, aucune d'elles ne va sans contradiction.

a) La première est, bien évidemment, la mondialisation. Mondialisation non seulement économique (mondialisation des rapports de production, des modes de produire, d'échanger, de consommer, etc.) ; mais encore mondialisation politique (mondialisation des enjeux politiques : cf. ce qui a été dit plus haut à propos des catastrophes écologique et socio-économique) ; et même mondialisation culturelle (confrontation universelle des manières de vivre, de penser, de sentir, etc.). Il est évident que la première, par conséquent la constitution du marché mondial, est le moteur des deux autres. En constituant et en développant le marché mondial, le capitalisme jette les bases objectives de cette unification de l'humanité que requiert le communisme. Que ce soit en homogénéisant normes de production et normes de consommation, modes de vie et modes de penser, régimes politiques et référentiels culturels, il arrache les hommes à leurs particularismes locaux hérités de la nature et de l'histoire et tissent entre eux mille liens qui les rendent mutuellement dépendants et solidaires.

Que ce processus n'aille pas sans résistance et limites, ni sans contradictions, puisque l'homogénéisation planétaire s'accompagne de la persistance de phénomènes de fragmentation (en Etats-nations) et de hiérarchisation (domination impérialiste) ; qu'il se produise sous des formes telles qu'il est encore davantage vécu comme une perte (notamment d'identité) plutôt que comme un gain, donnant ainsi lieu à des crispations identitaires dont la renaissance des nationalismes comme le développement des intégrismes religieux sont

autant de symptômes ; cela ne l'empêche pas de se développer inexorablement et, avec lui, la prise de conscience du commun destin qui lie désormais tous les hommes. Et c'est jusque par l'universelle menace de destruction qu'il brandit avec la crise écologique que le capitalisme renforce cette prise de conscience.

b) La seconde dimension de la socialisation de la société à laquelle il convient de porter attention, parce qu'elle présente un intérêt particulier du point de vue de la réalisation des conditions du communisme, est, à l'inverse de la précédente, la localisation. J'entends par là à la fois :

- la tendance croissante à localiser la gestion politique des problèmes écologiques, économiques, sociaux, culturels nés du développement du capitaliste ; à les faire traiter par les instances périphériques (municipales, cantonales, départementales, provinciales, régionales) plutôt que centrales des appareils d'Etat ;

- la tendance à associer à cette gestion, de multiples manières, différents acteurs de la société civile (organisations syndicales, mouvements associatifs, organisations citoyennes, etc.) ;

- la tendance en définitive à "territorialiser" (à inscrire dans/ sur un territoire limité : une agglomération, un réseau d'agglomérations, une région) les enjeux politiques, en faisant du territoire le lieu de la synthèse des multiples déterminations de la pratique sociale et de leur maîtrise par les agents sociaux.

Or, si le communisme signifie l'auto-gouvernement des travailleurs et, par travers eux, de la société, il est indissociable d'une structure fédéraliste du pouvoir politique, impliquant aussi bien une décentralisation maximale de ce dernier qu'un rapprochement maximal des lieux de décision et de gestion des lieux d'émergence et d'expression des problèmes à gérer. Cela exige par exemple, sur le plan économique, de privilégier ou construire des synergies entre unités de production les plus proches possible les unes des autres. C'est la condition de la maîtrise par les producteurs associés du procès de production, au delà du champ immédiat de leurs unités productives respectives.

Dans cette perspective, la tendance actuelle de la socialisation capitaliste à la localisation peut être considérée comme favorable au mûrissement des conditions du communisme. A condition toutefois de ne pas céder aux tentations et aux illusions du localisme : de ne pas s'enfermer dans le local, de toujours restituer le local dans le contexte englobant de la mondialisation, en saisissant le rapport qui les lie et le co-produit. Bref, à la condition, pour reprendre un slogan des Grünen allemands dans leur phase contestataire, de "penser globalement tout en agissant localement", d'assumer les enjeux macro-politiques au sein même des micro-pratiques quotidiennes, condition d'un autogouvernement de la société.

c) La socialisation contemporaine de la société présente enfin une troisième dimension à laquelle il convient de porter attention : il s'agit de la socialisation de l'information et du savoir (il ne faut cependant pas confondre les deux, en réduisant le second au premier). Cette socialisation s'opère par la scolarisation de masse, le développement des moyens de communication de masse, l'extension et l'interconnexion des réseaux de communication télématiques, dont l'Internet est aujourd'hui l'exemple phare. A travers ces médiations, s'affirment et se confortent tout autant la capacité subjective d'appréhender la plupart des problèmes politiques que la capacité objective d'en discuter et de les traiter au sein de réseaux fédérant de petits groupes ayant charge de pratiques sociales beaucoup plus limitées.

Ce qui se dessine ici, du même coup, ce sont les conditions objectives d'une socialisation du pouvoir politique, qui est elle aussi une dimension du communisme. Mais, là encore, à condition d'arracher le contrôle de mettre ces médiations de l'information, du savoir et du pouvoir au service des individus, de leur développement personnel comme de l'exercice collectif de leur citoyenneté. Ce qui implique de les mettre à l'abri de l'emprise qu'exercent d'ores et déjà sur eux ou que cherchent à leur imposer capitaux privés aussi bien qu'appareils d'Etat. A condition aussi de parvenir à maîtriser les effets de déstructuration symbolique dont certains de ces moyens (je pense en particulier à l'Internet) peuvent favoriser, en ce faisant les vecteurs de cette "foire du sens" que j'évoquais plus haut.

## B) L'état des conditions subjectives

On peut ainsi porter un jugement "globalement positif" et optimiste sur le devenir du capitalisme, en tant qu'il continue à faire mûrir (bien que contradictoirement) les conditions objectives du communisme. Par contre, ce même développement inspire un jugement "globalement négatif" quant à la manière dont il fait évoluer les conditions subjectives du communisme, qu'il a tendance à dégrader et à compromettre.

Car ce qui manque aujourd'hui pour exploiter les conditions objectives de possibilité de transition au communisme que recèle le capitalisme, c'est sa principale condition subjective, son moment subjectif : la volonté du communisme, les luttes pour sa réalisation. C'est essentiellement le sujet de la construction du communisme qui fait défaut : en un mot, le prolétariat comme sujet révolutionnaire.

En fait, le prolétariat ne figure plus aujourd'hui, au moins apparemment, que comme un classe défaite et privée de toute perspective historique. A tel point qu'il ne semble plus possible d'en parler comme d'un sujet politique : comme d'une classe capable d'infléchir le cours de la dynamique historique ; encore moins d'un sujet révolutionnaire : d'une classe capable de renverser le cours de l'histoire,



d'ouvrir une bifurcation ou une brèche dans ce cours, de créer un monde nouveau, le communisme en l'occurrence.

## 1. Une classe défaite

Faisons le compte des défaites politiques majeures essuyées par le prolétariat mondial au cours des seules dernières décennies (sans même vouloir revenir sur des défaites antérieures qui continuent à peser de leur poids). On peut essentiellement en retenir deux.

a) L'écroulement de ces deux principaux modèles politiques, qui en fait désormais une classe orpheline. Il s'agit :

- d'une part, du soi-disant "socialisme réel", discrédité en tant que modèle (par son totalitarisme étatique et son inefficacité économique) avant même de s'écrouler et de se dissoudre en tant que réalité ;

- d'autre part, du réformisme social-démocrate, qui est progressivement apparu pour ce qu'il est, à savoir une simple modalité de la domination du capital, incapable de préparer l'avènement d'un au-delà du capitalisme. Incapable surtout de proposer une stratégie de sortie de la crise multiforme dans laquelle est engagé le capitalisme depuis un quart de siècle ; incapable de répliquer à l'offensive néo-libérale, en dépit des attaques de plus en plus brutales contre les travailleurs - je vais y revenir dans un moment.

Comme j'ai eu l'occasion de montrer par ailleurs en détail, ces deux modèles procèdent en fait d'une même matrice, ils ont une même origine et un même fondement. Réformisme social-démocrate et "socialisme d'Etat" dérivent d'un même modèle du mouvement ouvrier, celui qui a pris naissance en Europe occidentale à la fin du siècle dernier et qui s'est progressivement universalisé à partir de son berceau historique, et que j'ai appelé le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier (en me référant à ce que ce que "social-démocrate" a signifié entre 1890 et 1914, précisément dans la phase de constitution de ce modèle). Ses principales caractéristiques en étaient :

- Sa stratégie étatiste, faisant de l'Etat la fin et le moyen de la lutte d'émancipation du prolétariat. Sa formule clé : se libérer du capitalisme par l'Etat en libérant l'Etat du capitalisme, impliquant un fétichisme de l'Etat et de la médiation politique en général.

- Ses formes organisationnelles : le privilège donné au parti, comme instrument de conquête et d'exercice du pouvoir d'Etat, sur les syndicats, les mouvements coopératifs et mutualistes et sur les mouvements associatifs.

- Ses valeurs idéologiques, radicalisation de l'héritage des Lumières, donc de la pensée bourgeoise dans sa pointe la plus radicale : humanisme, rationalisme, scientisme, messianisme révolutionnaire, élitisme politique, étatisme.

Il ne peut pas être question ici de dresser un bilan de presque un siècle d'hégémonie de ce modèle sur le mouvement ouvrier international. Bilan qui comprendrait aussi sa part d'actif à côté de son incontestable et lourd passif (dont l'élément le plus manifeste est évidemment le poids écrasant du stalinisme). D'ailleurs, il est peut-être encore trop tôt pour dresser un pareil bilan ; l'indispensable recul historique nous faire encore défaut.

Ce qu'il importe ici de noter, c'est l'actuel épuisement historique de ce modèle, qui l'a fait entrer, au cours des deux dernières décennies, dans un processus de crise finale, dont les symptômes les plus nets sont son incapacité à faire face tant à la crise actuelle du capitalisme et à l'offensive néo-libérale à laquelle elle a donné lieu ; que, plus généralement, aux différents défis que le devenir actuel du capitalisme lance au mouvement ouvrier et au prolétariat en tant que classe (je vais revenir de suite sur ces deux points). De ce fait, c'est aussi l'ensemble des éléments de ce modèle qui se trouvent aujourd'hui ébranlés et discrédités à travers l'écroulement des deux modèles précédents. Et donc tout l'héritage politique d'un siècle de luttes ouvrières qui se trouve remis en question.

b) L'incapacité de faire face à l'offensive néo-libérale. Cette offensive a été lancée par les gouvernements britannique (Thatcher) et américain (Reagan) à l'aube des années 80, rapidement suivis par la quasi-totalité des gouvernements occidentaux. Objectif de cette offensive : trouver une issue à la crise du fordisme, c'est-à-dire du mode de développement suivi par le capitalisme occidental depuis la fin de la seconde guerre mondiale, crise ouverte depuis le milieu des années 1970, en faisant "payer la crise aux travailleurs".

Même si les politiques néo-libérales n'ont que partiellement atteint leurs objectifs, elles ont provoqué, au Nord comme au Sud, une remise en cause d'une partie des acquis économiques et sociaux des travailleurs, la chute de dizaines de millions d'entre eux dans le chômage, la précarité, la pauvreté et en définitive la misère, tandis que simultanément s'accumulaient, en quelques années, des fortunes colossales fondées notamment sur la spéculation boursière. L'aggravation des inégalités sociales a été considérable au cours de ces deux décennies de politiques néo-libérales, au Nord comme au Sud.

Or, non seulement le mouvement ouvrier, prisonnier de son modèle social-démocrate, n'est pas parvenu à s'opposer au développement de ces politiques, mais certains de ses éléments (en particulier la plupart des partis social-démocrates européens) s'y sont ralliés, en ont été les acteurs. Si bien qu'à proprement parler on ne peut même plus les considérer comme des partis social-démocrates, ce sont tout au plus des partis social-libéraux.

C'est que la rupture du compromis fordiste, à l'initiative des politiques néo-libérales, a pris ce mouvement de cours. Elle l'a simultanément déboussolé, en rendant caduque sa stratégie privilégiant la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat dans le cadre

national ; et déstabilisé, en bouleversant le cadre institutionnel dans lequel il s'était moulé depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en y jouant un rôle médiateur fondamental entre le capital et le travail. Il s'est ainsi trouvé incapable de faire face à la remise en cause, par ces mêmes politiques libérales, des acquis sociaux antérieurs, laissant sa propre base sociale sans perspective ni ressort face à la montée du chômage et de la précarité, face à la baisse du pouvoir d'achat et à la misère, face au démantèlement des systèmes publics de la protection sociale.

## 2. Un prolétariat sans perspective

La crise que connaît aujourd'hui le mouvement ouvrier et, à travers lui, le prolétariat comme force sociale (potentiellement) révolutionnaire, ne se mesure pas seulement aux défaites récentes qu'il a subies ; mais encore et plus fondamentalement à son incapacité à affronter et relever certains défis du présent et de l'avenir. Ce qui le laisse littéralement parlant sans perspective.

Ces défis sont directement liés aux processus générateurs des différentes catastrophes sur lesquelles a débouché le devenir récent du capitalisme et que j'ai analysées plus haut. Facteurs de crise du capitalisme, ces catastrophes n'en sont donc pas moins autant de facteurs de crise du mouvement ouvrier.

a) La crise écologique. Pour l'instant, le mouvement ouvrier a été largement incapable d'y faire face, voire tout simplement d'en prendre la mesure, en l'intégrant dans son horizon, autrement dit dans sa problématique et son programme. Il faut ici incriminer son productivisme, voire avec son industrialisme, qui fait partie intégrante de son héritage social-démocrate.

Le mouvement ouvrier s'est en effet largement associé, jusqu'à présent, au productivisme capitaliste. Pour des raisons faciles à comprendre : ce productivisme garantissait à la fois la croissance numérique de ses troupes, en grossissant les rangs du prolétariat, et la croissance économique, synonyme d'une augmentation du niveau de vie et d'une amélioration des conditions de vie du prolétariat, grâce au partage des gains de productivité entre salaires et profits. Ce productivisme était par ailleurs renforcé par la culture social-démocrate du mouvement ouvrier, conjuguant économisme et scientisme, vouant par conséquent un véritable culte au développement des forces productives de type industriel, associé à la figure fétichiste du progrès.

Désormais, dans le contexte d'une crise écologique allant s'approfondissant, le mouvement ouvrier ne peut plus abandonner à la bourgeoisie le soin de gérer la croissance des forces productives, en se contentant de faire pression sur elle pour obtenir une plus juste répartition des fruits de cette croissance, pour rééquilibrer au profit des travailleurs le partage du produit net. Le mouvement ouvrier doit aujourd'hui se mettre en situation de peser sur les orientations du procès social de production, autrement dit sur les buts qui sont assignés à l'acte social de travail dans sa globalité, sur l'usage qui est fait des forces productives de la société dans leur ensemble. Son objectif doit être d'arracher les forces productives à la "logique productiviste" que leur imposent les rapports capitalistes de production, et ce dès avant l'expropriation de la bourgeoisie.

b) La crise socio-économique. Celle-ci ne se traduit pas seulement par une aggravation globale des conditions de travail et d'existence des travailleurs, de ceux qui sont encore employés par le capital comme de ceux qui sont rejetés par lui dans l'oisiveté forcée de la "surpopulation relative". Elle se traduit aussi et surtout par de profondes transformations dans la composition socio-économique du prolétariat, qui mettent à mal son unité en tant que "classe en soi" (l'homogénéité de ses conditions objectives et subjectives d'existence) et rendent encore un peu plus difficile son unification en tant que "classe pour soi" (son organisation syndicale et politique, son identification à une orientation politique et à un programme exprimant ses intérêts historiques).

Pour m'en tenir à la seule situation du prolétariat dans les formations capitalistes développées (les formations centrales), on peut désormais y repérer trois grands ensembles :

\* Les travailleurs "stables", qui se voient garantir leur emploi, la croissance ou du moins le maintien à niveau de leur salaire, une négociation collective de leurs conditions de travail, une protection et une expression syndicales, des possibilités plus ou moins étendues de "carrière" et de promotion sociale dans l'entreprise ou la société en général, etc. Cependant, au fur et à mesure où la crise se prolonge, non seulement ce noyau de travailleurs stables tend à se rétrécir ; mais encore leurs "garanties" tendent à se restreindre. Surtout, la capacité de ce noyau de travail stable de s'organiser et de s'opposer au capital se trouve compromise tout à la fois par la flexibilité grandissante du temps de travail qui lui est imposée ; et par les politiques méthodiques d'individualisation du rapport salarial développées par le patronat et le gouvernement ; mais aussi par les réactions corporatistes que sa situation relativement privilégiée (par rapport à celle des autres catégories de travailleurs) favorise en son sein (cf. infra).

\* Les exclus du travail, voire du marché du travail tout court, que la crise jettent durablement ou même définitivement sur le pavé (c'est le cas notamment des travailleurs âgés ou des travailleurs peu qualifiés des secteurs en déclin) ou auxquels elle interdit tout simplement de pénétrer dans la vie active (c'est le cas notamment des jeunes les moins qualifiés). Les uns et les autres sont donc voués au chômage de longue durée, donc à l'assistanat, entrecoupé de divers stages, avec au bout du compte, pour un nombre croissant d'entre eux, la plongée dans la pauvreté et la misère.

\* Entre ces deux pôles, la masse flottante des travailleurs précarisés, au sein de laquelle il convient de distinguer différentes catégories,

par ordre de précarité croissante :

- les travailleurs des entreprises opérant en sous-traitance et en régie, généralement des petites et moyennes entreprises, soumis au rythme irrégulier et imprévisible des commandes des entreprises donneuses d'ordre, plus sensibles aux fluctuations économiques, jouant le rôle d'"édredon" amortissant les à-coups du procès d'accumulation pour les entreprises donneuses d'ordre ;
- les travailleurs à temps partiel, que le temps partiel soit choisi ou imposé, par définition mal intégrés au collectif de travail de leur entreprise, et ne bénéficiant pas toujours des avantages sociaux réservés aux travailleurs "stables" à plein temps ;
- les travailleurs temporaires, travailleurs intérimaires ou travailleurs placés sous contrat à durée déterminée (CDD), qui n'ont donc aucune garantie d'emploi permanent (on peut leur annexer les vacataires et auxiliaires des administrations et des services publics) ;
- les stagiaires, essentiellement des jeunes mais aussi de plus en plus des travailleurs âgés, "bénéficiant" des multiples formules de stage (d'insertion, de qualification, d'adaptation, de reconversion, etc.) que les gouvernements multiplient, moins pour lutter contre le chômage que pour le masquer ou en prévenir les risques sociaux et politiques ;
- enfin, au comble de la précarité, les travailleurs de "l'économie souterraine" qui tentent d'échapper au chômage en travaillant "au noir" (en étant d'ailleurs fréquemment placés en situation de sous-traitance par rapport à l'économie officielle), ou en se livrant à la petite production marchande (essentiellement dans le secteur des services rendus aux particuliers), quand ils ne sont pas purement et simplement contraints de vivre de divers trafics illégaux.

Ces différentes catégories de travailleurs subissent en commun une précarité d'emploi et donc de revenu ; une déréglementation plus ou moins poussée de leurs conditions juridiques d'emploi et de travail (par rapport aux normes légales ou conventionnelles) ; des acquis et des droits sociaux en régression ; souvent l'absence de tout avantage conventionnel ; la plupart du temps l'absence de toute protection et expression syndicales ; enfin une tendance à l'individualisation extrême du rapport salarial, jusqu'à placer certains d'entre eux aux marges du rapport salarial, dans une situation de travailleurs semi-indépendants.

Ce processus d'éclatement du prolétariat est d'autant plus grave que les trois ensembles précédents tendent à se couper les uns des autres et à se replier sur eux, sous l'effet de toute une série de mécanismes économiques, juridiques, sociaux et idéologiques. Ainsi, parmi les travailleurs "stables", on assiste au développement de réactions corporatistes à l'égard des travailleurs précaires et des chômeurs de longue durée, procédant de la volonté de préserver catégoriellement les positions acquises au détriment de l'unité de la classe. Par ailleurs, si, pour les jeunes diplômés, le travail précaire n'est souvent que transitoire et préparatoire à une insertion durable dans le travail, d'autres catégories de travailleurs (femmes, hommes âgés, jeunes dépourvus de formation) tendent au contraire à s'enfermer dans un cycle ininterrompu travail précaire/chômage ou inactivité/ travail précaire, voire à sortir de la précarité par le bas : en plongeant dans le chômage de longue durée. L'expérience montre enfin que, passée une certaine durée, le chômage provoque de véritables phénomènes d'exclusion et d'auto-exclusion à l'égard du marché du travail, ne serait-ce que du fait de la dévalorisation d'une qualification professionnelle déjà faible au départ. Les chômeurs de longue durée sont ainsi progressivement enfermés dans un véritable ghetto social et institutionnel.

Signalons de plus que toutes les études effectuées sur le développement du chômage et la précarité montrent que ceux-ci tendent à réactiver et renforcer les anciennes divisions et inégalités de statut au sein du prolétariat : ils frappent davantage les travailleurs non qualifiés que les travailleurs qualifiés, les femmes que les hommes, les travailleurs jeunes ou âgés que les travailleurs d'âge mûr, les étrangers que les nationaux.

Jusqu'à présent, tous les efforts déployés par le mouvement ouvrier pour lutter contre cet éclatement du prolétariat se sont montrés largement impuissants. En témoigne par exemple le peu de résultat des différentes tentatives menées notamment par le mouvement syndical pour organiser précaires et chômeurs. Il y a à ces échecs répétés des causes sérieuses. C'est que l'instabilité constitutionnelle des précaires et des chômeurs rend quasi impossible leur intégration dans des structures syndicales telles qu'une section d'entreprise ou même une fédération de branche. Le syndicalisme "vertical", privilégiant la dimension catégorielle et professionnelle, hérité de la tradition social-démocrate, se trouve ici totalement inadapté. Seul un syndicalisme à structures "horizontales", privilégiant la dimension interprofessionnelle, serait apte à organiser à la fois travailleurs permanents, précaires et chômeurs.

D'où l'isolement grandissant des dites organisations de plus en plus cantonnées au noyau des travailleurs statutaires, ceux qui précisément auraient le moins besoin d'être défendus. D'où aussi l'apparence que prend de plus en plus le mouvement syndical : celui d'une défense des "privilegiés", des "nantis". Et les risques réels et redoublés de le voir verser dans le corporatisme.

c) La crise politique. Essentiellement occasionnée par la transnationalisation du capital, comme nous l'avons vu, elle affecte présentement le mouvement ouvrier à un double titre.

D'une part, parce qu'en invalidant le pouvoir des Etats nationaux, elle prive le mouvement ouvrier de son levier traditionnel de transformation politique. Pendant un bon siècle, le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier a fait de l'Etat (de la conquête et de l'exercice du pouvoir d'Etat) le moyen obligé de sa lutte contre le capitalisme, que ce soit dans une perspective réformiste ou dans

une perspective révolutionnaire. Or, la transnationalisation du capital rend désormais largement inopérante toute action politique qui se circonscrit au seul cadre national, parce que précisément elle tend à priver les Etats de leurs moyens d'action traditionnels sur leur formation nationale respective.

D'autre part, non seulement le cadre étatique-national n'offre plus une assise permettant de développer une stratégie anticapitaliste efficace ; mais encore et surtout, ce même cadre constitue désormais un obstacle direct à une pareille stratégie. L'enfermement du mouvement ouvrier dans le cadre national, son institutionnalisation dans ce cadre, qui a pu garantir l'efficacité relative de ce mouvement tant que celui-ci pouvait s'appuyer sur l'appareil d'Etat pour transformer (réformer ou révolutionner) les rapports de production, devient au contraire, dans le cadre actuel de la transnationalisation un facteur d'affaiblissement et d'impuissance. Face à la transnationalisation du capital, face à la centralisation mondiale grandissante du capital industriel et bien plus encore financier, face à l'organisation transnationale de la classe dominante (au sein des réseaux et cartes des entreprises multinationales, des organisations transnationales du type de l'OMC, du FMI ou de la Banque Mondiale, etc.), c'est l'organisation transnationale du prolétariat qui devient aujourd'hui une nécessité vitale pour la poursuite de sa lutte de classe.

Et, de ce point de vue, on est actuellement très loin du compte. D'une part, les organisations internationales héritées du mouvement ouvrier qui subsistent (IIe Internationale social-démocrate, IVe Internationale trotskiste, Fédération Syndicale Mondiale, Confédération Européenne des Syndicats) n'ont le plus souvent d'international que le nom - sans vouloir même discuter leurs orientations respectives. Leurs congrès n'ont généralement aucun pouvoir de décision relativement aux actions menées par les différentes sections nationales, qui conservent donc une totale liberté stratégique. Et elles se présentent, de ce fait, comme des structures bureaucratiques encore plus coupées de la lutte de classe que leurs sections nationales, à tel point que les adhérents de ces dernières peuvent quelquefois en ignorer jusqu'à l'existence. Quant au fameux "internationalisme prolétarien", qui devrait en principe signifier la solidarité internationale des travailleurs, il a été tellement défiguré par les crimes stalinien auxquels il a servi de caution, qu'on ose à peine l'évoquer encore. Le prolétariat est donc actuellement à peu près désarmé pour faire face aux nouvelles conditions matérielles et institutionnelles de sa lutte de classe qui résultent de la transnationalisation du capital.

D'autre part, la tâche de son unification au niveau mondial est aujourd'hui d'une redoutable difficulté. Le prolétariat mondial se présente comme une réalité non moins contradictoire que l'espace de l'accumulation du capital au sein duquel il émerge, et dont il épouse la structure. Sans doute, l'internationalisation des marchés et plus encore celle de la production favorisent-elles, dans une certaine mesure, l'homogénéisation des différents rapports salariaux, permettant ainsi à certains éléments du prolétariat périphérique de se rapprocher des conditions de travail et d'existence du prolétariat central, et par là même de son expérience politique (pensons par exemple au Brésil ou à la Corée du sud). Mais, par ailleurs, cette tendance est contre-battue par la persistance des spécificités culturelles et politiques nationales, héritées de la nature et de l'histoire, et qui continuent à dresser de difficiles obstacles sur la voie de l'unification politique du prolétariat mondial. D'autant plus que, dans la mesure où la domination capitaliste en tire profit (dans tous les sens du terme), elle s'efforce de maintenir et même d'accentuer ces divisions nationales et régionales, dont j'ai rappelé plus haut qu'elle est une des conditions de la poursuite de l'accumulation dans les formations centrales (de la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit). Enfin, la division internationale du travail hiérarchise sévèrement les différents espaces économiques mondiaux, les met en concurrence et peut, dans certains cas, rendre contradictoires les intérêts immédiats de différentes parties du prolétariat mondial. On le voit bien à la manière dont tendent à réagir les travailleurs des formations centrales (et leurs organisations politiques) aux mouvements de délocalisation et de concurrence qui les confrontent directement aux conditions d'exploitation de leurs "frères de classe" du sud.

d) La crise symbolique. J'en ai donné précédemment une description précise, tant dans ses mécanismes que dans ses manifestations diverses. Cette crise pose incontestablement des problèmes au capitalisme ; le moindre n'étant pas de rendre difficile l'élaboration par lui d'une légitimité, à travers un ensemble de représentations (idées, normes, valeurs) à la fois crédibles et capables de justifier ses structures fondamentales - l'acceptation du capitalisme par la grande masse étant actuellement le plus souvent pure et simple résignation à l'ordre existant, faute de pouvoir en concevoir et en construire un autre. Mais cette même crise ne pose pas moins problème au mouvement ouvrier. Pour au moins deux raisons.

En premier lieu, elle fait obstacle à l'implication politique des individus. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner, elle les conduit à se replier sur eux-mêmes ou, au mieux, sur les réseaux de solidarité les plus étroits (familiaux ou de voisinage), en les rendant incapables de concevoir un projet global et de lutter pour sa réalisation ; pire : en délégitimant à leurs yeux a priori toute implication dans un combat politique exigeant de l'individu qu'il se soumette voire qu'il se sacrifie à une discipline collective. A plus forte raison fait-elle obstacle à la constitution d'une subjectivité révolutionnaire : d'une volonté collective de transformation du monde social dans un sens émancipateur, qui implique que les individus soient capables de médiatiser leur action individuelle immédiate par la prise en compte aussi bien de l'action d'une foule d'autres individus, dans le passé et l'avenir comme dans le présent, totalement inconnus pour la plus grande masse d'entre eux.

En second lieu, comme j'ai eu l'occasion de montrer par ailleurs, cette crise fait le lit des mouvements d'extrême droite, de type fasciste ou fascisant, qui parviennent à convertir l'angoisse indéfinie dans son objet qu'elle fait naître en peurs identifiables à défaut d'être fondées : peur de l'autre, peur de l'étranger, et notamment de l'immigré, tout en nourrissant un besoin de restauration autoritaire et d'affirmation identitaire. Autrement dit, faute de tirer parti des potentialités de déstabilisation de l'ordre existant contenues dans la crise symbolique, le mouvement ouvrier risque de voir cette dernière nourrir la pire forme de réaction du

capital à son égard.

Or, de ce double point de vue, le mouvement ouvrier n'a manifestement pas encore pris, là non plus, la mesure de la nature et de l'ampleur de cette crise. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer combien les modes de fonctionnement de ses organisations (politiques et syndicales), reposant sur le "centralisme bureaucratique", rentrent de plus en plus en contradiction avec les aspirations, exigences et refus (par exemple en termes d'autonomie individuelle), que la crise symbolique fait naître, pour le pire et le meilleur, au sein de l'individualité personnalisée, auto-référentielle et à forte composante narcissique, qu'elle génère massivement au sein de la société contemporaine.

## IV. QUELQUES PROPOSITIONS STRATEGIQUES

Ainsi, les développements récents du capitalisme ont-ils fait mûrir les conditions objectives du communisme ; tout en compromettant, simultanément, certaines de ses conditions subjectives parmi les plus importantes. Si, en dépit de son simplisme apparent, cette conclusion possède une certaine pertinence, elle autorise la conclusion suivante : la tâche essentielle du mouvement révolutionnaire consiste aujourd'hui à reconstituer un moment subjectif à la mesure des possibilités objectives contenues dans le développement actuel du capitalisme.

C'est le sens des propositions suivantes. Puisqu'il s'agit, en un sens, de refonder le mouvement révolutionnaire, j'articulerai ces propositions autour des trois pôles traditionnels de ce mouvement : son sujet, son projet et son trajet. J'ajouterai encore que ces propositions n'ont aucune prétention à l'exhaustivité et je suis parfaitement conscient de leur insuffisance voire de la faiblesse de certaines d'entre elles. Je les livre, comme le restant de mon analyse, à la discussion collective et à la critique de chacun. Mon plus vif souhait est qu'elles stimulent l'une et l'autre.

### A) La question du sujet

Comment (re)transformer aujourd'hui le prolétariat en une force sociale, qui plus est en une force possédant un potentiel révolutionnaire ? Autrement dit, comment (re)donner au prolétariat une capacité d'infléchir, voire de briser, la dynamique du capitalisme au niveau même où celle-ci se déploie aujourd'hui, à savoir le niveau mondial ? En un mot, comment permettre au prolétariat de dépasser les divisions et contradictions qui le marquent à ce niveau et que j'ai signalées plus haut ? Telle est la question décisive aujourd'hui.

La réussite d'une pareille tâche ne pourra être qu'une oeuvre de longue haleine. Mais par où commencer ? Sur quoi prendre appui dans l'existant ? J'avoue avoir peu d'idées pertinentes sur la question. Je me contenterai de deux suggestions.

1. Le combat doit (re)partir de ce qui fonde, aujourd'hui comme hier, le pouvoir du capital, à savoir son exploitation et sa domination du travail, son appropriation du procès de travail, donc des conditions de travail et d'existence qui en résultent pour les travailleurs. Mais en tenant compte du fait que l'organisation de ces conditions par le capital se fait aujourd'hui d'emblée au niveau mondial.

Il faut donc s'appuyer, en premier lieu, sur les structures syndicales, locales, nationales ou internationales, mais pour les ouvrir précisément sur la dimension mondiale. Autrement dit, savoir qu'il s'agit pour elles d'organiser l'affrontement entre capital et travail d'emblée à ce niveau. Même pour les questions les plus élémentaires, comme celles concernant les conditions de travail ou les salaires.

C'est notamment le cas dans les branches d'ores et déjà les plus internationalisées et, plus encore, dans les entreprises qui possèdent une structure multinationale. Dans ces dernières, toute action (par exemple une grève), même lorsqu'elle vise un objectif seulement local ou national, doit d'emblée pouvoir disposer de relais au sein de tous les autres établissements de l'entreprise, au sein du même Etat comme à l'étranger. Ce qui implique que les structures syndicales locales et nationales renforcent leurs relations, y compris organisationnelles, avec l'ensemble des autres structures opérant dans l'entreprise (ou même la branche) considérée.

Ce qui naguère paraissait difficile sinon même utopique est aujourd'hui à porter de mains. Aussi bien du fait du développement des moyens de télécommunication (dont l'Internet) ; que du fait de la diffusion des connaissances (maîtrise des langues étrangères, connaissance de la situation sociale et politique dans les Etats étrangers, perception grandissante de l'interdépendance des diverses situations nationales, etc.).

2. Les structures syndicales (existantes ou à développer) ne sont cependant pas les seuls points d'appui qui s'offrent à l'effort visant à la (re)constitution de l'unité du prolétariat sur le plan mondial. Pareil effort trouvera aussi, plus largement, à s'appuyer sur tous les mouvements sociaux à dimensions internationales qui s'en prennent d'ores et déjà à certains aspects de la domination du capital au delà du procès de travail et de production strictement dit. Notamment :

- les embryons de mouvement international de chômeurs ou d'exclus qui ont pris forme dans le cadre des marches européennes contre le chômage qui se sont déroulées au cours de ces dernières années ;

- les mouvements contestant les formes actuelles de mondialisation néo-libérale et d'hégémonie du capital financier, qui ont pris l'habitude de manifester ensemble lors des réunions du G7 ou de l'OMC, dont le principal (tant par son audience, le nombre de ses adhérents que par la structuration internationale qu'il est en passe de se doter) est ATTAC;

- les mouvements écologistes qui ont déjà une longue tradition d'organisation de campagnes et de luttes contre certains groupes capitalistes particulièrement écocides (les pétroliers par exemple) et contre les Etats les soutenant sur le plan international ;

- enfin les mouvements féministes qui, au cours des dernières décennies, ont également commencé à se structurer sur le plan mondial et à faire écho des conditions misérables d'existence de la plus grande part du prolétariat mondial, les femmes y comptant toujours parmi les moins bien lotis mais y étant aussi souvent au coeur de l'organisation des mouvements populaires de résistance et de lutte.

Certes, "tout ce qui bouge n'est pas rouge". Autrement dit, ces différents mouvements sont par définition traversés de courants divers, tous ne sont pas anticapitalistes ni a fortiori favorables à la perspective communiste. La participation à ces mouvements doit donc s'envisager dans la perspective d'une lutte plus générale du prolétariat (et de ses organisations représentatives) pour conquérir et établir son hégémonie au sein des mouvements populaires ; par conséquent dans la perspective d'alliances de classe. Il ne peut être ici question de poser plus précisément ces questions encore moins de les résoudre. Je voulais tout simplement en signaler l'existence.

## B) La question du projet

Par projet, j'entends ici quelque chose de plus vaste mais aussi de moins déterminé (précis) que la classique notion de programme. Disons qu'il s'agit d'un ensemble d'objectifs de lutte qu'il faut se proposer de poursuivre. J'en retiendrai trois ici :

1. Travailler tous, travailler moins, travailler autrement, les trois aspects de cet objectif étant indissociables. L'enjeu est ici triple :

- En premier lieu, en luttant contre la fragmentation mortelle du prolétariat engendrée par le chômage et la précarité, il s'agit de reconstituer l'unité et l'identité de la classe dans et par la participation de tous ses membres au procès de travail et de production.

- En second lieu, il s'agit de tirer parti des immenses possibilités qu'ouvre l'automatisation du travail, que ce soit en termes de réduction du temps de travail (sur la journée, la semaine, l'année ou l'existence entière) ; ou de requalification de la force de travail de l'immense masse des travailleurs dans la perspective d'un dépassement de la division entre travail manuel (ou d'exécution) et travail intellectuel (de direction, d'organisation et de conception), que la réduction du temps de travail rendra par ailleurs possible.

- En troisième lieu, et plus fondamentalement encore, en poussant l'automation des procès de travail à bout par la réduction continue du temps de travail, il s'agit à la fois d'ouvrir la perspective d'un dépassement du système de production régi par la loi de la valeur ; et de réaliser, en définitive, le vieux rêve humain de la "fin du travail", de l'abolition du "règne de la nécessité", tâche en même temps que condition du communisme. Rêve que le capitalisme pervertit pour l'instant en cauchemar sous la forme du développement massif du chômage et de la précarité.

2. L'institution d'un revenu social garanti. Ce revenu doit être assuré à tout individu en contrepartie de sa participation au procès social de production. Cette institution est doublement nécessaire :

- Dans l'immédiat, il s'agit de lutter contre la marginalisation, voire l'exclusion sociale, dont sont victimes les chômeurs de longue durée ; et contre la précarité des conditions d'existence qu'implique les formes "atypiques" d'emploi : travail à temps partiel, contrat à durée déterminée, missions d'intérim. En un mot : tous les membres de la "surpopulation relative".

- A plus long terme, il s'agit de déconnecter le revenu de la durée du travail, dès lors que celle-ci ira diminuant et prendra la forme d'une participation irrégulière au procès social de production. L'institution d'un tel revenu social garanti procédera d'une extension de la socialisation du revenu déjà initié par le capital dans le cadre du salariat, sous forme du salaire indirect. Elle prendra tout simplement acte du degré de socialisation de la production et du degré de substitution du travail mort au travail vivant, autrement dit du degré de développement des forces productives de la société, désormais en mesure de garantir à l'ensemble de ses membres la couverture de ses besoins au moins les plus élémentaires.

Ce revenu social ne sera donc plus mesuré par la quantité de travail fourni par l'individu (comme dans la production marchande simple), ni même par les exigences de la reproduction de sa force de travail (comme dans le régime du salariat - en ce sens, il ne s'agirait donc plus d'un salaire), ni a fortiori par le minimum nécessaire à la survie (comme dans les différentes formules actuelles de revenu minimum), mais par le degré de développement de la productivité du travail social tout entier. En un mot, il s'agit d'instituer comme règle de répartition du fonds social de consommation le principe communiste "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Le droit de chacun à un tel revenu doit être conçu comme la contrepartie de sa participation au procès social de production, de son devoir de prendre sa part de l'effort collectif en vue d'assurer les conditions matérielles et institutionnelles de la reproduction de la société.

3. Exiger un emploi pour tous tout en permettant de chacun de travailler moins, comme exiger un droit inaliénable pour chacun de puiser (sous certaines conditions) dans le fonds commun social des moyens de consommation individuels ou collectifs, conduit à réorienter la production sociale : à produire autrement et autre chose. L'enjeu est ici encore double :

- Il s'agit, d'une part, de rompre avec la logique du productivisme inhérent à l'économie capitaliste, dont les dégâts écologiques et sociaux sont aujourd'hui patents et considérables, comme j'ai eu l'occasion de le signaler.

- Il s'agit, d'autre part, d'avancer sur la voie d'une maîtrise de ses propres forces productives par l'ensemble de la société (et d'abord par les producteurs), aujourd'hui aliénées par le mouvement du capital.

Autrement dit, il s'agit pour le mouvement ouvrier de cesser de ne s'intéresser qu'à la manière de répartir la richesse produite, pour se mêler de près de toutes les questions concernant les manières de produire et de consommer cette richesse, donc de tout ce qui concerne le contenu et le sens même de l'acte de production. A lui de défendre une réorganisation et une réorientation de cet acte en fonction d'exigences :

- d'ordre écologique : pour préserver les conditions naturelles d'existence de l'espèce humaine ;

- d'économie de travail : pour reproduire les forces productives de la société au moindre coût en termes de temps de travail et d'usure de la force de travail ;

- d'utilité sociale : il s'agit de déterminer par une procédure démocratique, ouverte aux usagers et consommateurs comme aux producteurs, les besoins individuels et sociaux à satisfaire en priorité ;

- d'ordre organisationnel : il s'agit de favoriser le processus de déconcentration et de décentralisation de l'appareil productif, de manière à en rendre possible l'autogestion par les producteurs, les populations avoisinantes et les consommateurs ;

- de coopération internationale : il s'agit de privilégier le développement des modes de produire et de consommer qui, non seulement ne constituent pas une entrave, mais encore créent des conditions favorables au développement de l'ensemble des peuples et nations de la Terre.

## C) La question du trajet

Pour conclure, je dirai quelques mots de la manière dont ces luttes doivent être menées, de la perspective stratégique dans laquelle elles s'inscrivent.

1. Pour des raisons multiples sur lesquelles je ne peux pas revenir ici, je propose que cette perspective tourne le dos à la stratégie étatique, voire étatiste, que le modèle dominant du mouvement ouvrier a suivi depuis la fin du siècle dernier. La réalisation des objectifs précédents nécessitent au contraire la construction de ce que j'appelle des contre-pouvoirs, c'est-à-dire des structures capables tout à la fois :

- d'impulser des pratiques alternatives, en rupture (à des degrés divers) avec ces deux médiations majeures de l'organisation capitaliste de la société que sont le marché et l'Etat (exemples : un plan alternatif d'embauche, un contre-plan de production ou d'organisation d'un service public) ;

- de servir de "noeuds" dans les réseaux militants, donc de passerelles entre l'ensemble des organisations (associations, syndicats, mouvements sociaux spécifiques, organisations politiques) opérant sur un territoire donné (commune, "bassin", région, etc.). Les Bourses du Travail du début du siècle en fournissent un exemple sous ce rapport ;

- de se fédérer de manière à étendre continûment le champ de la dissidence sociale par rapport au marché et à l'Etat ;

- de préparer l'inévitable affrontement violent avec les Etats, par un incessant travail d'auto-organisation de la société destiné à les délégitimer, à les court-circuiter, à les neutraliser.

2. C'est sur la base de la constitution de tels contre-pouvoirs, d'abord locaux et partiels, puis de leur fédération progressive en un contre-pouvoir à l'échelle de la société toute entière et de l'ensemble des activités sociales, que l'on peut espérer initier des pratiques de réappropriation, par les masses populaires, de la gestion de l'ensemble des affaires collectives, ce qui n'est pas autre chose en définitive que le communisme tel que je l'ai défini plus haut. Dans une telle stratégie de contre-pouvoir, on peut distinguer en gros trois étapes.

1ère étape : elle se caractérise par des pratiques partielles et locales de contre-pouvoir. Celles-ci peuvent prendre appui sur :

- l'autogestion par les travailleurs de leurs luttes, dans le travail aussi bien qu'hors du travail, permettant leur auto-organisation

progressive en réseaux autonomes fédérant des collectifs de base (dans les entreprises, les quartiers, les localités) ;

- le déploiement de "logiques alternatives", dans le travail aussi bien qu'hors du travail, opposées à la logique capitaliste. Ces logiques se développeront sous la forme de projets alternatifs (ou contre-projets) élaborés, imposés et mis en oeuvre par les travailleurs eux-mêmes, allant dans le sens d'une réappropriation de leurs conditions sociales d'existence et plus largement de la prise en charge de l'ensemble de la praxis sociale. On veillera à ce que ces projets ne visent pas à améliorer seulement la situation immédiate des travailleurs, mais aussi le rapport de forces global en leur faveur.

2e étape : elle se caractérise par la multiplication et la coordination de ces pratiques de contre-pouvoir, donc par leur extension à plus vaste échelle (celle de branches entières, ou de "bassins d'emploi", de régions, voire de nations ou de groupes de nations). Le contre-pouvoir prolétarien s'affirme alors progressivement comme une force sociale et politique au niveau de la société entière, capable non seulement d'imposer à la classe dominante des transformations sociales majeures (des réformes "radicales") mais encore de rendre crédible la perspective d'une "rupture" avec le capitalisme, en renversant le rapport de forces en faveur du prolétariat.

A travers ce processus, le prolétariat doit chercher à se constituer en société alternative ou contre-société (et non plus seulement en contre-Etat, comme dans le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier), en élargissant sans cesse les "espaces de liberté" ainsi conquis dans et contre la société capitaliste, en prenant appui en particulier sur l'existence de réseaux denses de coopératives de production et de consommation, sur des mouvements sociaux gérant des pans entiers de la vie économique et sociale (par exemple les équipements collectifs et les services publics), sur des associations favorisant une expression culturelle autonome du prolétariat, tous donnant l'exemple de ce que peut être une société s'auto-organisant et s'autogérant.

Il se crée ainsi progressivement une situation de double pouvoir au sein de la société : en face du pouvoir séparé du capital, et notamment de l'Etat, se dresse désormais le contre-pouvoir prolétarien né de la réappropriation et de la gestion démocratique de certains au moins des rouages de la vie sociale. Situation en définitive instable et transitoire, qui ne peut déboucher que sur une crise révolutionnaire... ou sur une contre-révolution, dans la mesure où elle pose très concrètement la question générale du pouvoir au sein de la société.

3e étape : Cette situation de double pouvoir fait apparaître ce qui reste de pouvoir capitaliste, et d'abord l'appareil d'Etat, comme un obstacle essentiel à la réalisation des projets et des aspirations populaires, donc comme un obstacle à abattre. Et réciproquement, le contre-pouvoir prolétarien est devenu pour la classe dominante une menace mortelle. Dès lors, l'affrontement violent entre eux est devenu inévitable. Et seul un pareil affrontement peut parachever le processus révolutionnaire.

La "rupture" révolutionnaire est ainsi le moment où le contre-pouvoir prolétarien parvient à démanteler l'appareil d'Etat pour se substituer à lui dans la gestion générale de la société. Cette "rupture" avec le capitalisme aura été préparée par une lente et patiente reconquête par les forces prolétariennes de la maîtrise sur leurs conditions sociales d'existence, dans le travail aussi bien qu'hors du travail ; par un long et sans doute difficile apprentissage de l'auto-organisation dans les luttes, de la démocratie directe, de l'autogestion de la vie sociale ; par un processus ininterrompu d'"expérimentation sociale", avec ce qu'il implique de tâtonnements, d'essais et d'erreurs rectifiés, permettant l'enrichissement de la conscience de classe, le renforcement du désir d'autonomie individuelle et collective ainsi que de la conviction de la possibilité de fonder sur cette dernière une réorganisation globale de la société. En un mot, la "rupture" avec le capitalisme aura ainsi été précédée et préparée par la maturation d'un contre-pouvoir prolétarien, se renforçant, tant objectivement que subjectivement, au rythme des concessions, réformes, ruptures partielles obtenues par ses luttes contre le pouvoir capitaliste.

Et l'on saisit aussitôt que cette "rupture" révolutionnaire n'a rien à voir avec l'action putschiste d'une minorité de "révolutionnaires professionnels" s'auto-proclamant et s'auto-instituant en direction du processus révolutionnaire, dans un rapport "substitutiste" aux masses. Elle est au contraire l'acte qui couronne la réappropriation collective par les travailleurs de la capacité à diriger et organiser la société, au terme d'un processus qui aura vu se développer de pair leur pouvoir, leur autonomie et leur conscience.

Alain BIHR